



COPEAUX DE PRESSE

La revue de presse d'avril à juin 2019

Sommaire

- Le Journal du bâtiment du 4 avril 2019 p/2
- Le Bois International du 6 avril 2019 p/3
- Forestopic du 11 avril 2019 p/4
- Le Bois International du 13 avril 2019 p/5
- La Montagne du 14 avril 2019 p/6
- Enviscope du 15 avril 2019 p/10
- La Commère du 19 avril 2019 p/11
- L'Eveil du 20 avril 2019 p/12
- Le Bois International du 20 avril 2019 p/13
- La Montagne du 20 avril 2019 p/14
- L'Eveil du 20 avril 2019 p/15
- L'Allier Agricole du 25 avril 2019 p/16
- Le Reveil du 3 mai 2019 p/18
- Le Bois International du 4 mai 2019 p/19
- Eco savoie Mont Blanc du 10 mai 2019 p/22
- Le Bois International du 11 mai 2019 p/25
- Construction 21 du 13 mai 2019 p/26
- L'Essor Loire du 17 mai 2019 p/27
- Le Bois International du 18 mai 2019 p/28
- Le Progrès du 20 mai 2019 p/33
- L'Eco de l'Ain du 23 mai 2019 p/34
- La Tribune du 23 mai 2019 p/35
- Le Bois International du 25 mai 2019 p/36
- L'Eco de l'Ain du 30 mai 2019 p/38
- Le Journal du Bâtiment du 30 mai 2019 p/39
- Ecomédia du 31 mai 2019 p/40
- Eco Savoie Mont Blanc du 31 mai 2019 p/42
- L'essor du 31 mai 2019 p/43

• Paysans de la Loire du 31 mai 2019	p/44
• Le Courrier Liberté éco du 31 mai 2019	p/45
• Le Bois International du 1 ^{er} juin 2019	p/46
• Eco news du 3 juin 2019	p/50
• La Montagne du 3 juin 2019	p/52
• La Montagne du 5 juin 2019	p/54
• Le Pays du 6 juin 2019	p/56
• L’Eveil de la Haute Loire du 6 juin 2019	p/57
• Les affiches de Grenoble et du Dauphiné du 7 juin	p/58
• Paysans de la Loire du 7 juin 2019	p/59
• L’essor de la Loire du 7 juin 2019	p/60
• L’Eco Drôme Ardèche du 8 juin 2019	p/61
• Le Bois International du 8 juin 2019	p/62
• L’Eco de l’Ain du 13 juin 2019	p/65
• La Montagne du 10 juin 2019	p/66
• Enviscope du 13 juin 2019	p/69
• La Montagne du 13 juin 2019	p/70
• La Montagne des 13 et 15 juin 2019	p/71
• Eco Savoie Mont Blanc du 14 juin 2019	p/72
• La Voix de l’Ain du 14 juin 2019	p/73
• Paysans de la Loire du 14 juin 2019	p/74
• La voix de l’Ain du 14 juin 2019	p/75
• Energie + du 15 juin 2019	p/76
• Charpente Menuiserie Parquet du 19 juin 2019	p/77
• Le Progrès du 21 juin 2019	p/78
• Le Bois International du 22 juin 2019	p/79
• Radioscoop du 24 juin 2019	p/82
• L’Agence France Agricole du 27 juin 2019	p/83
• L’agriculture Drômoise du 27 juin 2019	p/85
• L’Avenir Agricole de l’Ardèche du 27 juin	p/86
• Paysans de la Loier du 28 juin 2019	p/87
• Le Bois International du 29 juin 2019	p/88

Filière bois

La journée internationale des forêts déclinée à Saint-Étienne

En partenariat avec le Centre national de la propriété forestière (CNPF), l'ONF, Fransylva et l'Union forestière de la Loire, Fibois 42 est parti à la rencontre de son public le 21 mars dernier. L'objectif de cette journée de sensibilisation, qui s'est tenue place Jean-Jaurès à Saint-Étienne ? Présenter la filière, échanger avec les intéressés et organiser un quiz avec, pour le gagnant, la remise d'un petit arbre.

La forêt couvre près d'un tiers du département, où l'on recense 170 massifs forestiers de plus de 100 hectares, en grande partie sur les reliefs. Un bilan des coupes tous les vingt ans permet de gérer la forêt où l'on ne doit jamais couper plus que l'on produit. À l'heure actuelle, les coupes atteignent entre 50 et 60 % de la production



annuelle. En région Auvergne-Rhône-Alpes, le commerce extérieur de la filière forêt-bois est déficitaire. Elle est représentée par 20 200 entreprises et 63 700 emplois.

G. R.



Auvergne-Rhône-Alpes Bois d'ici 2019 : un guide qui recense les scieries et leurs produits

Fibois Aura vient d'éditer un guide qui recense l'ensemble des scieries de son territoire. *"Les scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes sont nombreuses et réalisent des produits variés pour une utilisation en construction, emballages, aménagements intérieurs et extérieurs... Dans cet ouvrage vous trouverez des informations sur les essences principales sciées et leurs usages, et sur les produits et prestations de plus de 100 scieries de notre région"*, explique l'interprofession régionale. Cet ouvrage de près de 90 pages propose bien sûr un classement des entreprises par départements, mais aussi un annuaire des scieries par essences transformées. Ainsi, le lecteur peut identifier en un clin d'œil un professionnel de sa zone géographique pour s'approvisionner en châtaignier, chêne, hêtre, douglas, épicéa, mélèze ou pin sylvestre.

Les premières pages de ce guide sont quant à elles consacrées à la présentation de différentes démarches de valorisation du bois français et du bois local. L'ouvrage présente également la filière forêt-bois en Auvergne-Rhône-Alpes, les caractéristiques du bois, et donne une définition de quelques bois techniques comme le bois massif abouté, le bois lamellé-collé ou le CLT.

➡ Ce guide est téléchargeable sur www.fibois-aura.org.

Il est également disponible en version papier auprès de Fibois Aura : 04 78 37 09 66.



Quels marchés pour le bois de sapin?

COLLOQUES – CONFÉRENCES



Date: jeudi 11 avril 2019 17:15
Ville: La Tour-de-Salvagny, France

L'interprofession régionale Fibois Auvergne-Rhône-Alpes propose la présentation d'une **étude de marché sur le sapin pectiné**, réalisée avec l'appui de Fibois 38, dans le cadre d'un programme soutenu par le conseil régional, le ministère chargé de la forêt et l'Ademe.

L'interprofession mise sur le sapin pectiné, qui paraît plus adapté à l'évolution attendue du climat, par comparaison avec l'épicéa. Le sapin constitue 17 % des 470 millions de m³ de bois sur pied d'Auvergne-Rhône-Alpes (chiffres 2017). La valorisation de cette essence est aussi une priorité pour le conseil régional ([/fr/foret/strategie/479-auvergne-rhone-alpes-filiere-foret-bois](#)).

L'**étude de marché vise à identifier les débouchés actuels et futurs** pour les bois de sapin issus de la transformation régionale, ainsi que les procédés, les produits et les applications potentiels.

Accès : gratuit sur inscription.

Sur le même sujet :

- Le sapin à son lamellé-collé, et un projet de recherche, pour construire en bois de pays ([/fr/yes-i-wood/batiment-construction/608-sapin-lamelle-colle-construire-charpentes-bois-pays](#))
- Le bois de sapin, un enjeu franco-allemand (voyage d'études) ([/fr/yes-i-wood/filiere-bois/483-bois-sapin-enjeu-franco-allemand](#))
- Des pistes pour valoriser les gros bois des forêts d'Auvergne-Rhône-Alpes ([/fr/agora/retours-experience/632-pistes-valoriser-gros-bois-auvergne-rhone-alpes](#))

[photo: sapin blanc en construction ([/fr/yes-i-wood/batiment-construction/608-sapin-lamelle-colle-construire-charpentes-bois-pays](#))/droits réservés]

INFORMATIONS

Email : a.laffont@fibois-aura.org
Adresse : 69890 La Tour-de-Salvagny, France

Auvergne-Rhône-Alpes
**Conférence sur la filière
 bois et la transition
 énergétique**

18 avril

Fibois Aura, interprofession régionale, donne rendez-vous le jeudi 18 avril à l'université Lyon III pour assister à la conférence de Rob Hopkins, fondateur du mouvement mondial des territoires en transition. À l'occasion de la sortie de son dernier livre, Rob Hopkins incite les citoyens du territoire à prendre conscience des profondes conséquences que vont avoir sur

nos vies la convergence du pic du pétrole et du changement climatique. Il s'agit de mettre en place des solutions fondées sur une vision positive de l'avenir. Afin de montrer aux citoyens en quoi la filière forêt-bois est en capacité d'apporter des réponses aux enjeux du changement climatique, Fibois Aura a décidé d'être partenaire de l'évènement.

• **Tarif 10 euros (tarif réduit pour chômeurs et minima sociaux) – renseignements et inscriptions : www.billetweb.fr/rob-hopkins-montpellier-demain-des-villes-en-transition1**

Forêt

Pourquoi ça commence à sentir très bon pour le sapin en Auvergne

CLERMONT-FERRAND **ECONOMIE** ENVIRONNEMENT RURALITÉ

Publié le 14/04/2019 à 16h00



La ressource est très abondante dans la région : 80 millions de mètres cubes dont 32 en Auvergne. Et elle ne cesse de croître. © Agnès GAUDIN

La ressource est forte en France, et notamment en Auvergne, alors que des essences concurrentes sont en déclin. Un bel avenir s'ouvre donc au sapin. Voilà pourquoi.

En France, quand on parle bois de sapin, on pense cercueil. Et pourtant la plupart ne sont pas fabriqués avec cette essence. « Mais en Italie, oui. Et puisqu'il faut 0,230 m³ pour faire un cercueil et que, chaque année, en France, 500.000 personnes meurent, cela vaut le coup d'y réfléchir », conseille un des trois experts ayant réalisé une étude de marché des

produits en sapin à la demande de la fédération interprofessionnelle régionale Fibois. Face à lui, en fin de semaine passée, près de Lyon, une bonne partie de professionnels (forestiers, scieurs, transformateurs) au mieux amusés, au pire incroyables.

A lire aussi : [Pourquoi le bois pourrait vraiment faire la richesse de l'Auvergne](#)

A elle seule, l'anecdote résume la problématique du sapin en France : une ressource ayant une mauvaise image, sous-utilisée et qui laisse sceptique malgré son beau potentiel. Après cette étude, Fibois devrait engager des actions pour changer la donne. Voilà comment et pourquoi.

Un contexte favorable

L'avenir sourit au sapin, plus résistant aux dérèglements climatiques que ses concurrents, l'épicéa et le pin maritime. Le premier est attaqué par le scolyte, un insecte dont la prolifération est favorisée par le réchauffement. Quant au pin maritime, ses réserves ont été mises à mal par des tempêtes successives qui ont frappé le département des Landes.



Les réserves de pin maritime ont été mises à mal par des tempêtes successives qui ont frappé le département des Landes.

Deux fléaux qui épargnent le sapin, présent naturellement en moyenne montagne : 180 millions de m³, dont près de la moitié en Auvergne-Rhône-Alpes. Dans la seule Auvergne, on estime la ressource à 32 millions de m³. Chaque année, en France, elle croît d'un

million de mètres cubes.

Des contraintes techniques surmontables

Jusqu'à présent, cette ressource est délaissée. Donc, les arbres grandissent, ses troncs grossissent, ce qui entraîne des problèmes de qualité. « Un très gros sapin, les scieurs disent que c'est un œuf Kinder », résume un expert : il peut réserver un bois d'œuvre excellent comme être bon pour le broyeur.



« Un très gros sapin, les scieurs disent que c'est un œuf Kinder », résume un expert : il peut réserver un bois d'œuvre excellent comme être bon pour le broyeur.

Pour recommencer à exploiter le sapin, il va falloir commencer par tronçonner une idée reçue bien enracinée dans l'inconscient des petit propriétaires : la valeur d'un bois n'est pas proportionnelle à son diamètre. Car pour relancer la filière et renouveler la ressource, il faut commencer à sortir ces gros bois, qui barrent la lumière et empêchent les jeunes pousses de trouver leur place. « On le sait et on attend depuis des années, mais je ne sais pas ce qu'on attend », témoigne Lionel Piet, directeur général de la coopérative régionale Coforêt.

Autre difficulté majeure : le séchage, plus long et délicat que celui de l'épicéa, notamment parce que le sapin peut renfermer des poches d'eau. « Cela demande plus de temps et de précaution, mais ce n'est pas impossible à sécher », a témoigné un professionnel.

Un potentiel considérable

La demande de bois est en forte hausse dans le monde et en Europe. Après des années de crise, la production française de résineux est repartie à la hausse. Le sapin apparaît comme la ressource qui peut permettre de résister à la concurrence des pays nordiques. Délaissé, ce bois emblématique est sain, fiable, rustique, sans nœud ni poche de résine, insistent les experts. « Je me souviens d'un temps où les charpentiers exigeaient du sapin », a témoigné Pierre Gay, expert en transformateurs du bois.



Le sapin peut aussi être transformé en lamellé-collé, et est très prisé pour l'emballage ou le coffrage.

Le sapin peut aussi être transformé avec succès. « Il permet de fabriquer un lamellé-collé parfait », ajoute-t-il. Cette essence est aussi très prisée pour l'emballage ou le coffrage. Et donc pour la fabrication de cercueils.

Laurent Bernard



Forêt privée- scieurs : vers un label ” Chêne Allier” pour développer le bois local

Le syndicat des forestiers privés de l’Allier Fransylva a décidé de lancer avec les scieurs du département un label ” Chêne Allier”, afin de favoriser le développement d’une filière locale. Le 12 avril Fransylva Allier, syndicat des propriétaires forestiers privés de l’Allier, a tenu son Assemblée Générale à l’Eco Centre de Varennes-sur-Allier. Le choix d’organiser son assemblée sur cette ancienne base aérienne, reconvertie en pôle industriel autour du bois par la ville, est un symbole d’engagement fort pour le syndicat comme l’indique le communiqué de ce dernier adressé à Enviscope.com.

Fransylva Allier, antenne départementale de Fransylva (Fédération nationale des Syndicats de forestiers privés), compte 520 adhérents, pour une surface de 25 000 hectares. Le syndicat représente les sylviculteurs auprès de l’administration, des élus, de la filière forêt bois et des professionnels impliqués dans la filière forestière.

La journée a porté principalement, selon le communiqué transmis par le syndicat, sur l’économie du bois. Les propriétaires forestiers privés rappellent qu’ils sont producteurs de matière première d’une filière qui emploie 400 000 personnes en France. Ils estiment que le dialogue doit être renoué avec les acteurs de la transformation du bois, avec un objectif clair : créer de la richesse localement grâce à la mise en place de circuits courts entre sylviculteurs et scieurs.

Une production coûteuse

La production de bois (plantation, entretien, coupes, chantiers forestiers), rappelle Fransylva est très coûteuse pour un propriétaire seul. La conséquence est claire : bois local n’est pas récolté et les scieries peuvent manquer de matière première. Fransylva a donc entamé le 22 mars un chantier de concertations et d’études avec l’interprofession régionale Fibois pour mettre en place un système qui permettrait de mobiliser du bois local (bourses, nouveaux types de contrats...). L’objectif est “ d’ancrer dans le département un cercle vertueux de création de richesse entre tous les acteurs de la filière. Pour ce faire, les deux acteurs souhaitent mettre en place un label « Chêne de l’Allier », pour pouvoir mettre en place une filière locale.”

Frédérique Castaings, responsable régional de **FiboisAuvergne-Rhône-Alpes**, a défendu le projet lancé avec Fransylva de créer un circuit court de production-transformation dans l’Allier. Pour illustrer ce projet, Fransylva Allier a organisé l’après-midi la visite de deux usines de transformation du bois : un fabricant de granulés, la Société 3 Bois et une société de fabrication de meubles en bois, la société Foresta Nova.

« Cette visite a permis à nos adhérents de se rendre compte des différents usages du bois et de la richesse économique qu’ils représentent, sous forme de bois-énergie comme les granulés, ou de bois d’œuvre comme la fabrication de meubles. Et le plus important a été pour nous de leur présenter le tissu économique existant et vivace de la filière bois sur le département. » explique Jean-Jacques Miyx, Président de Fransylva Allier, explique le communiqué de Fransylva.

L'Agglo du Puy pousse pour la construction en bois local



La commère 43

L'Agglo du Puy pousse pour la construction en bois local

L'Agglo du Puy-en-Velay a organisé un stage de trois jours à destination des architectes, bureaux d'études, économistes. Le but : les convaincre de l'intérêt d'imaginer des constructions en bois local dans leurs projets.

Ils ont un rôle capital dans le choix. Si une collectivité peut être intéressée pour intégrer le bois dans ses projets de construction ou rénovation, encore faut-il qu'un professionnel puisse le proposer avec les bonnes connaissances.

Voilà pourquoi la Communauté d'agglo du Puy et ses environs a mis sur pied cette formation de trois jours, entre mars et avril, en partenariat avec Fibois Auvergne-Rhône-Alpes (interprofession régionale de la filière forêt-bois).

Des visites d'entreprises

Outre des échanges en salle, les 20 stagiaires sont aussi allés sur le terrain : dans les scieries Savinel et Philipon à la Chapelle-Geneste pour voir la transformation, à la scierie Filaire à Sembadel pour le rabotage, séchage, création de lambris, aux menuiseries Defix à Vernassal pour voir des menuiseries extérieures, à l'école du Pertuis, au gymnase et à la gare de Lantriac pour constater des réalisations concrètes de bâtiments publics.

1 m3 de bois = 20 emplois à l'année

"Les souscripteurs ont souvent des a-priori comme le prix. C'est faux. Le bois, on le choisit pour l'esthétique, ses qualités d'isolation, ses vertus écologiques", argumente Philippe Meyzonet, maire de Félines et vice-président à l'Agglo en charge de la filière forêt-bois. "Sur le plateau casadéen, le bois fait vivre 400 personnes." Maxime Estrade, agent de développement à l'Agglo ajoute : "1 m3 de bois installé, ce sont 20 emplois à l'année."

L'Agglo envisage de prendre une délibération pour imposer une étude de faisabilité en bois local pour chaque projet.

LOCATION DE SALLE À TENCE

Jusqu'à 115 personnes

2 Salles équipées

Hébergement et restauration

Nouveau

+ d'infos

04 71 59 83 10

à partir de **200€** la salle

Une vingtaine de professionnels ont pris part au cycle de formation sur la construction en bois local

Trois jours de formation autour de la filière forêt-bois

En partenariat avec Fibois Auvergne-Rhône-Alpes

(Interprofession régionale de la filière forêt-bois), l'Agglomération du Puy-en-Velay organisait sur les mois de mars et avril une formation de trois jours centrée sur la construction en bois local.

« Le territoire est très boisé, 37.000 hectares et comprend une filière bois importante avec de nombreux emplois directs et indirects », insiste Philippe Meyzonet, vice-président de l'Agglo en charge de la filière forêt-bois.

Convaincre et informer

C'est finalement une vingtaine de personnes (des services techniques de la collectivité, architectes, charpentier) qui ont pris part à ces trois jours de formation.

Visite dans une scierie, à l'école publique du Pertuis construite en partie en bois, tout a été programmé pour informer et pour convaincre les professionnels des qualités du matériau que l'on trouve en abondance au niveau local. « Avec le bois on peut tout faire et diminuer aussi l'empreinte carbone », précise Maxime Estrade, agent de

développement de la filière forêt-bois au sein des services de l'Agglomération.

La formation avait ainsi pour but d'appréhender l'usage du bois dans la construction, de connaître les différents types de revêtements extérieurs pour anticiper le vieillissement et l'entretien du bois, concevoir une ossature en bois et comprendre le rôle et l'importance des divers éléments permettant la stabilité d'un bâtiment en structure bois. « Habituellement, les formations de ce type ont lieu à Clermont-Ferrand ou à Lyon au niveau régional. Nous avons choisi d'en faire une ici puisque le territoire s'y prête », sourit Philippe Meyzonet.

Manuel Cladière manuel.

cladiere@centrefrance.com ■

Auvergne-Rhône-Alpes Soir & Bois sur la construction modulaire

30 avril

L'interprofession iséroise Fibois 38 organise le 30 avril un Soir & Bois sur le thème de la construction modulaire.

Au programme :

- 16 heures : départ de Grenoble (nombre de places limitées) ;
- 17 heures : visite de l'entreprise Hugonnard à Saint-Savin (pré-fabrication de modules 3D bois pour une opération de logements sociaux) sous la conduite d'Auré-

lien Cayer-Berlioz, ingénieur bois, et Philippe Hugonnard ;

- 18 heures : table-ronde d'acteurs sur les enjeux du modulaire 3D pour la filière bois avec :

- les perspectives du modulaire bois, par Justine Mayeur, prescriptrice bois à Fibois Aura,
- exemples en bâtiments publics : des classes modulaires bois en établissements scolaires, par Ludovic Viguier (atelier Métis),
- exemples en logements : Guy Martin (VIEO), Guillaume Dayde (Espace Gaia), Hugonnard (Entreprise Hugonnard) ;
- Echanges et pot.

www.fibois38.org

ÉCONOMIE ■ L'interprofession bois a fait réaliser une étude de marché pour cette essence sous-exploitée

Pourquoi l'avenir sent bon pour le sapin

La ressource est forte en France, et notamment en Auvergne, alors que des essences concurrentes sont en déclin. Un bel avenir s'ouvre donc au sapin. Mais le parcours est semé d'embûches.

Laurent Bernard

En France, quand on parle bois de sapin, on pense cerceuil. Et pourtant, la plupart ne sont pas fabriqués avec cette essence. « Mais en Italie, oui. Et puisqu'il faut 0,230 mètre cube pour faire un cerceuil et que, chaque année, en France, 500.000 personnes meurent, cela vaut le coup d'y réfléchir », conseille un des trois experts ayant réalisé une étude de marché des produits en sapin à la demande de la fédération interprofessionnelle régionale Fibois. Face à lui, tout récemment, près de Lyon, une bonne partie de professionnels (forestiers, scieurs, transformateurs) au mieux amusés, au pire incrédules.

À elle seule, l'anecdote résume la problématique du sapin en France : une ressource ayant une mauvaise image, sous-utilisée et qui laisse sceptique,



SAPIN. La ressource est très abondante dans la région : 80 millions de mètres cubes, dont 32 en Auvergne. Et elle ne cesse de croître. PHOTO JAMES GARDIN

malgré son beau potentiel. Après cette étude, Fibois devrait engager des actions pour changer la donne. Voilà comment et pourquoi.

1 Un contexte favorable. L'avenir sourit au sapin, plus résistant aux dérèglements climatiques que le sont ses concurrents, l'épicéa et le pin maritime. Le premier est

attaqué par le scolyte, un insecte dont la prolifération est favorisée par le réchauffement. Quant au pin maritime, ses réserves ont été mises à mal par des tempêtes successives qui ont frappé le département des Landes. Deux fléaux qui épargnent le sapin, présent naturellement en moyenne montagne : 180 millions de mètres cu-

bes, dont près de la moitié en Auvergne-Rhône-Alpes. Dans la seule Auvergne, on estime la ressource à 32 millions de mètres cubes. Chaque année, en France, elle croît d'un million de mètres cubes.

2 Des contraintes techniques surmontables. Jusqu'à présent, cette ressource est délaissée. Donc les arbres grandissent, ses

troncs grossissent, ce qui entraîne des problèmes de qualité. « Un très gros sapin, les scieurs disent que c'est un œuf Kinder », résume un expert : il peut réserver un bois d'œuvre excellent comme être bon pour le broyeur.

Un temps où les charpentiers l'exigeaient

Pour recommencer à exploiter le sapin, il va falloir commencer par tronçonner une idée reçue bien enracinée dans l'inconscient des petits propriétaires : la valeur d'un bois n'est pas proportionnelle à son diamètre. Car pour relancer la filière et renouveler la ressource, il faut commencer à sortir ces gros bois, qui barrent la lumière et empêchent les jeunes pousses de trouver leur place. « On le sait et on attend depuis des années, mais je ne sais pas ce qu'on attend », témoigne Lionel Pier, directeur général de la coopérative régionale Coforêt.

Autre difficulté majeure :

le séchage, plus long et délicat que celui de l'épicéa, notamment parce que le sapin peut renfermer des poches d'eau. « Cela demande plus de temps et de précaution, mais ce n'est pas impossible à sécher », indique un professionnel.

3 Un potentiel considérable. La demande de bois est en forte hausse dans le monde et en Europe. Après des années de crise, la production française de résineux est repartie à la hausse. Le sapin apparaît comme la ressource qui peut permettre de résister à la concurrence des pays nordiques. Délaissé, ce bois emblématique est sain, fiable, rustique, sans nœud ni poche de résine, insistent les experts. « Je me souviens d'un temps où les charpentiers exigeaient du sapin », affirme Pierre Gay, expert en transformateurs du bois. Le sapin peut aussi être transformé avec succès. « Il permet de fabriquer un lamellé-collé parfait », ajoute-t-il. Cette essence est aussi très prisée pour l'emballage ou le coffrage. Et donc pour la fabrication de cerceuil. ■

FAITS DIVERS

ÉCONOMIE ■ Une vingtaine de professionnels ont pris part au cycle de formation sur la construction en bois local
Trois jours de formation autour de la filière forêt-bois

En partenariat avec Fibois Auvergne-Rhône-Alpes (Interprofession régionale de la filière forêt-bois), l'Agglomération du Puy-en-Velay organisait sur les mois de mars et avril une formation de trois jours centrée sur la construction en bois local.

« Le territoire est très boisé, 37.000 hectares et comprend une filière bois importante avec de nombreux emplois directs et indirects », insiste Philippe Meyzonet, vice-président de l'Agglo en charge de la filière forêt-bois.

Convaincre et informer

C'est finalement une vingtaine de personnes (des services techniques de la collectivité, architectes, charpentier...) qui ont pris part à ces trois jours de formation.

Visite dans une scierie, à l'école publique du Pertuis construite en partie en bois, tout a été programmé pour informer et pour convaincre les professionnels des qualités du matériau que l'on trouve en abondance au niveau local. « Avec le bois on peut tout faire et diminuer aus-



RÉALISATION. Les participants ont visité l'école du Pertuis construite en partie en bois. PHOTO MANUEL CLADIÈRE

si l'empreinte carbone », précise Maxime Estrade, agent de développement de la filière forêt-bois au sein des services de l'Agglomération.

La formation avait ainsi pour but d'appréhender l'usage du bois dans la construction, de connaître les différents types de revêtements extérieurs pour

anticiper le vieillissement et l'entretien du bois, concevoir une ossature en bois et comprendre le rôle et l'importance des divers éléments permettant la

stabilité d'un bâtiment en structure bois. « Habituellement, les formations de ce type ont lieu à Clermont-Ferrand ou à Lyon au niveau régional.

Nous avons choisi d'en faire une ici puisque le territoire s'y prête », sourit Philippe Meyzonet. ■

Manuel Cladière
manuel.cladiere@centrefrance.com



SYLVICULTURE C'est à l'Eco Centre que Fransylva 03 et le CETEF de l'Allier ont décidé de tenir leur assemblée générale commune pour faire le point avec leurs adhérents en associant aussi plusieurs partenaires, et terminer par une visite de deux entreprises de la filière bois installées sur le site.

Fransylva en assemblée générale à Varennes-sur-Allier

Fransylva est une fédération nationale regroupant plusieurs unions départementales de propriétaires forestiers françaises quelque soit la surface et les essences qu'ils ont à gérer. Les missions essentielles sont de promouvoir la forêt et de défendre le patrimoine de ces nombreux propriétaires. Une fédération qui assure aussi une veille économique sur le prix du bois et explore de nouveaux débouchés. Fort de 569 adhérents pour une superficie de 25 193 ha, Fransylva représente plus d'un quart de la surface forestière privée du département de l'Allier.

L'Allier est un département rural possédant de grands espaces boisés, principalement de chênes, détenus par une multitude de propriétaires

On compte aujourd'hui 87 000 hectares de surface forestière privée. Seulement 140 propriétaires forestiers bourbonnais possèdent une surface de plus de 25 hectares. Un morcellement des propriétés dommageable car, qui dit morcellement, dit petites parcelles, ce qui en complique la gestion.

Une gestion qui se professionnalise

Dans l'Allier ont été créés les centres régionaux de la propriété forestière qui obligent les propriétaires, au delà de 25 hectares, d'un seul tenant ou non, la mise en place d'un plan de gestion. Aujourd'hui la gestion forestière se

professionnalise. Fransylva est là pour encourager les propriétaires dans cette voie ayant pour objectif de rentabiliser l'outil de production. Pour en faciliter la gestion, Fransylva conseille donc le regroupement des propriétaires en utilisant des moyens de gestion sylvicole. C'est le cas des plans de gestion concertés où plusieurs propriétaires se rassemblent; un avantage lors d'intervention d'entreprises de travaux forestiers pour en négocier et en limiter les coûts.

Fransylva siège auprès des Safer

« Notre présence à la Safer nous permet de favoriser ou d'étendre nos exploitations et éventuellement de pouvoir créer de nouvelles surfaces forestières. On travaille pour les générations qui nous succéderont. Il faut savoir que pour rentabiliser un chêne il faut attendre 150 ans. Une notion de durée qui fait que vous pouvez construire avec un coût économique raisonnable un patrimoine pour vos enfants et petits-enfants. L'investissement forestier est un investissement patrimonial qui se fait dans la durée. Quand on pense aux générations futures, il faut penser patrimoine forestier », Jean Jacques Milyx, président de Fransylva 03.

Centre d'études techniques et d'expérimentation forestières de l'Allier (CETEF)

Le CETEF, ancien Cédéfor (centre



L'après-midi a été consacrée à la visite des sociétés « 3 Bois » (fabrication de granulés et déchetés bois) et « Foresta Nova » (fabrication mobilier en bois), installée sur l'Eco Centre de Varennes-sur-Allier.

de formations des forêts), est une association parallèle au à Fransylva. Il a pour priorité l'adaptation au changement climatique et propose des clés aux propriétaires forestiers. L'année dernière a été une bonne année pour le CETEF avec une progression du nombre d'adhérents et une forte participation aux réunions.

L'embauche d'une stagiaire et l'aide financière de Fransylva 03 ont permis de faire avancer le dossier de synthèse des essais forestiers. Un document décrivant les expérimentations les plus intéressantes réalisées depuis une quarantaine d'années sur le département a été produit.

Des essais sur la régénération par semis du chêne en partenariat avec le conseil départemental ont également

été mis en place sur plusieurs massifs du département et feront l'objet d'une publication nationale.

Pierre Desarmenien est le président du Cetef de l'Allier depuis 2016 : « 2018 a été marqué par une sécheresse exceptionnelle et il y a fort à parier que l'évolution rapide des conditions climatiques va solliciter notre capacité d'adaptation et d'innovation ! Partage d'expérience, innovation et adaptation, voilà ce qui doit conduire les actions du CETEF avec une attention particulière sur les questions liées au réchauffement climatique. Partant du principe qu'il y a plus d'idées dans deux têtes que dans une seule, nous avons initié un rapprochement avec l'ONF pour savoir comment adapter localement la sylviculture de la chênaie

face au changement climatique ». Une réunion est programmée en septembre sur ce thème.

L'assemblée qui s'est poursuivie par l'intervention d'Alain Pilon, responsable des associations et des collectivités à Groupama pour l'Auvergne qui a évoqué les modalités et les garanties de l'assurance ainsi que la responsabilité civile pour els propriétaires forestiers. La matinée s'est terminée par une présentation de l'interprofession forêt-bois en Auvergne Rhône-Alpes par Frédéric Castaings, responsable du Pôle Auvergne chez Fibois Aura.

SÉBASTIEN JOLY
L'ALLIER AGRICOLE



Réhabilitation avec le bois et opportunités architecturales

Jeudi 6 juin 2019 à l'hôtel-restaurant Les Planchettes, 7 rue des Planchettes à Saint-Flour. Formation gratuite.

Public : architectes, maîtres d'œuvres, maîtres d'ouvrages (privés et publics), ingénieurs et techniciens des structures de conseils aux élus et particuliers (CAUE, ADIL, EIE, Parcs Naturels...), techniciens et ingénieurs de bureaux d'études, économistes, contrôleurs techniques, charpentiers, construction bois, etc.
Intervenants : Marie-Françoise Christiaens, architecte, directrice CAUE 15 ; Jean-Pierre Mathé, prescripteur bois Fibois AuRA.
Cette journée compte dans le volume d'heures de formation

obligatoire pour les architectes. Une attestation de présence sera transmise à l'issue de la journée.
Programme : 8h30 accueil café ; 9h-12h30 début de la formation (contexte et enjeux, pistes de réflexions pour construire en centre ancien, la surélévation en bois, une technique historique de transformation du bâti, pourquoi le bois en réhabilitation ? Agrandissement, apport de lumière, habitat adapté aux modes de vie actuels. Les systèmes constructifs bois adaptés, points sur réglementation en vigueur, les attitudes architecturales, plusieurs postures : composer ou oser, emballer ou élargir, enjambrer ou

inclure...) ; 12h30-14h déjeuner (15€/personne à la charge du participant) ; 14h-17h témoignages et retours d'expériences sur opérations réalisées. Visites éventuelles en fonction des projets repérés et de leur proximité.
Inscription avant mercredi 29 mai 2019.

Renseignements : Jean-Pierre Mathé - 04 73 16 59 79 - Mèl : jp.mathe@fibois-aura.org ; Florence Malhière-Neige - 04 73 16 59 79 - Mèl : contact.clermont@fibois-aura.org ■

Bois résineux

Sapin pectiné : une étude de marché pour identifier de nouveaux débouchés

Le 11 avril dans les locaux de la chambre d'agriculture du Rhône, Fibois Auvergne-Rhône-Alpes proposait une restitution de son étude de marché sur le sapin pectiné. Les trois experts mandatés par l'interprofession pour explorer de nouvelles pistes de valorisation de cette essence abondante dans les forêts régionales ont présenté les conclusions de leurs travaux dont l'objectif était d'identifier des couples marchés/produits et d'étudier cette problématique au prisme d'une approche par la compétence.

Le sapin pectiné est une essence abondante dans les forêts françaises. Avec 180 millions de m³, ce serait même la seconde en stock sur pied derrière l'épicéa d'après les chiffres communiqués le 11 avril par les trois membres de la Société des experts bois (Seb) retenus par Fibois Auvergne-Rhône-Alpes pour réaliser une étude sur ses marchés potentiels de valorisation (1).

«Sur les 470 millions de m³ de bois que concentrent les forêts de la région Auvergne-Rhône-Alpes, le volume de sapin blanc représente quelque 80 millions de m³», expliquait en préambule Anaïs Laffont, chargée de mission approvisionnement / 1^{re} transformation pour Fibois Aura.

Aux côtés d'Anaïs Laffont, chargée de mission pour Fibois Aura, les trois membres de la Seb mandatés par l'interprofession ont présenté le 11 avril à la Tour-de-Salvagny leurs recommandations pour trouver de nouveaux débouchés à la valorisation du sapin blanc.



Pour cette étude pilotée avec l'appui de Fibois 38, l'interprofession régionale s'était fixé l'objectif de proposer une analyse de marché à visée opérationnelle (2). Dans cette logique, l'équipe mandatée s'est donc appliquée à mettre en exergue les points de contexte favorables à l'apparition de nouveaux débouchés pour l'utilisation du sapin pectiné. «Les échanges commerciaux internationaux de bois ont doublé en 15 ans et les besoins des marchés seront croissants dans les prochaines années», expliquait Emmanuel Groutel, expert en stratégie et marchés internationaux. «Avec un accroissement naturel d'environ un million de m³ par an, la disponibilité du sapin pectiné est forte. Disponibilité qu'il convient de mettre en regard des bouleversements que connaissent les autres essences, caractérisés par une évolution inquiétante de la situation sanitaire de l'épicéa avec les attaques de scolytes, une diminution durable de la disponibilité du

peuplier, ou la chute des volumes enregistrés pour le pin sylvestre.»

Vers des produits normés

Dans la perspective d'identifier des couples marchés/produits et de définir une approche par la compétence pour répondre à la double demande de Fibois Aura, l'étude présentée formulait une série de recommandations orchestrées en cinq catégories : forêt, industrie, commerce/produits, marketing, et innovation (lire par ailleurs le Zoom : «Les recommandations de l'étude en détails»). Si le sapin pectiné alimente aujourd'hui essentiellement les marchés du coffrage, de la charpente traditionnelle et dans une moindre mesure celui de l'emballage, les trois membres de la société des experts bois proposaient aux professionnels présents de se pencher sur la fabrication de produits séchés non structurels, l'axe de développement prioritaire identifié

par leurs travaux. «Cet axe peut constituer une opportunité de nouveaux débouchés pour le sapin blanc, à condition de réussir à créer une identité propre à cette essence et à maîtriser son séchage. La capacité à sécher correctement le sapin est la principale clé technique pour conquérir de nouveaux marchés car il est nécessaire de fournir des produits normés», précisait Pierre Gay, expert en transformation du bois et des projets d'implantation. «Il est aussi important de favoriser l'approche collaborative avec des architectes et des designers sur l'innovation produits, de développer une communication adaptée au positionnement du sapin blanc ou encore de bénéficier des possibilités données par les bois modifiés.» Dans la salle, les professionnels présents, et notamment ceux de la première transformation, arguaient que les freins à la valorisation du sapin pectiné relevaient davantage de l'hétérogénéité des qualités rencontrées à l'ouverture des grumes que de réelles difficultés techniques à transformer cette essence. Un point sur lequel se retrouvait l'ensemble des présents, Pierre Gay comparant cette ressource, et notamment les plus gros sujets, à «un Kinder surprise. Soit on a la crème, soit c'est catastrophique».

Quelle équation économique ?

Dans l'assistance, les scieurs présents soulignaient aussi toute la difficulté rencontrée pour atteindre une rentabilité économique avec le sapin blanc alors même que ses utilisations actuelles diffèrent peu de celles offertes par une essence comme l'épicéa. «Chaque fois que nous traitons du sapin, cela engendre un coût supplémentaire», lançait ainsi l'un des professionnels. Parmi les principaux facteurs incriminés, l'étape du séchage est régulièrement pointée du doigt, que ce soit pour les difficultés techniques qu'elle engendre ou pour les

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume de sapin pectiné en forêt s'élève à 80 millions de m³.



✓ ZOOM

Les recommandations de l'étude en détail

• Forêt

- informer les propriétaires sur la baisse de valeur des gros et très gros sapins par rapport aux diamètres plus faibles ;
- ajuster les prix des grumes de très gros bois à la juste valeur ;
- séparer gros et très gros bois en forêt et explorer les pistes de tri et de billonnage en forêt.

• Industrie

- réaliser un projet pilote de sciage des très gros bois avec des scies forestières pour évaluer de manière objective la valeur de la ressource sur pied ;
- développer le concept de scierie 4.0 ;
- développer la maîtrise du séchage pour accéder à des marchés à forte valeur ajoutée ;
- mettre en place des groupes de travail «sapin» avec créateurs et transformateurs autour de thématiques telles que l'intelligence constructive et la création de produits techniques, la décoration et l'architecture d'intérieur.

• Commerce et produits

- vendre des très gros bois en grumes ;
- mettre en place une cellule de veille sur les marchés de la zone Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ;
- produits de niches : clears, planches larges, cercueils ;
- viser la construction de bâtiments agricoles ;
- concevoir des produits techniques (collés ou cloués).

• Marketing

- réaliser des fiches produits sur le sapin (qualités, ressource et potentiels usages) ;
- marketer le sapin seul sur un axe vert (mais pas d'AOC sapin) ;
- aller vers des produits normés et rassurants ;
- lancer des ouvrages de proximité (halls, marchés couverts...) ;
- identifier et répondre aux conditions à l'expansion du sapin dans la construction ;
- renforcer une approche groupée des marchés.

• Innovation

- poursuivre les travaux initiés en Auvergne sur la possibilité d'implantation d'une usine de déroulage ;
- normer le produit, rassurer le client ;
- travailler sur une image de matériau fiable et rassurant ;
- approfondir les tests en bois thermomodifiés ;
- être attentif aux voies de recherche.

contraintes économiques qu'elle implique. «Il faudrait trouver un système qui permette de scier et sécher le sapin pour au final arriver à des prix de ventes qui soient concurrentiels avec le douglas et l'épicéa», ajoutait un professionnel.

Dans ce domaine, l'étude préconise d'aller vers du séchage basse température. Une vision partagée par les dirigeants de l'entreprise Cathild dont l'intervention dans le cadre de cette restitution d'étude aura permis d'apporter un éclairage supplémentaire sur la problématique. «Si en finalité les usages sont un peu les mêmes entre l'épicéa et le sapin, il est néanmoins important de considérer dès le départ le sapin comme un produit à part entière», soulignait ainsi les représentants du fabricant de séchoirs. «L'erreur, c'est d'avoir voulu le traiter jusqu'ici comme un épicéa. Le sapin, c'est certes un résineux, mais il faut presque le considérer comme un feuillu pour le séchage.» Au cours de son intervention, l'entreprise a ainsi expliqué qu'il était avec sa technologie tout à fait possible de sécher conjointement du sapin et de l'épicéa dans ses séchoirs à grande capacité et d'obtenir pour le sapin des taux d'humidité constants de 13% dans les produits concernés. Le fabricant a néanmoins convenu que l'installation d'un tel équipement supposait un investissement significatif pour une entreprise. «C'est comme dans l'orfèvrerie, moins le produit a de valeur, plus l'équipement est cher pour le traiter», précisait les dirigeants de l'entreprise Cathild.

Innover pour aller plus loin

Sans mauvais jeu de mots, la question de la valorisation du sapin pectiné est doublement épineuse dans la mesure où plus de 35% des stocks en forêt seraient constitués de gros, voire de très gros bois. C'est-à-dire de bois plus coûteux à transformer et dont les professionnels considèrent que les ca-



ractéristiques intrinsèques au fil des ans ne pourront que répondre de moins en moins à leurs attentes et à celles du marché, sans compter les problématiques sylvicoles que leur présence en forêt sous-tend en matière de renouvellement des peuplements. Dans ce contexte, l'étude commanditée par Fibois Aura prend tout son sens, ces travaux s'inscrivant dans le cadre d'un programme multi-actions autour du sapin, conduit avec le réseau territorial d'interprofessions d'Auvergne-Rhône-Alpes, et soutenu par la région Aura, le ministère de l'Agriculture, et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Preuve de l'intérêt réel que suscite la valorisation de cette essence même au-delà de la région Aura, voire des frontières du territoire français,

Pour le sapin blanc, l'étude préconise de se pencher sur le système du séchage basse température.

Le développement d'outils de sciage ultra-connectés et automatisés ou le déroulage en substitution d'autres essences en tension sont deux pistes évoquées par l'étude pour améliorer les débouchés.



les membres de la Seb citaient quelques exemples de recherches en cours, notamment en Suisse. «Dans ce domaine, l'École supérieure du bois de Bienne travaille actuellement sur l'imprégnation du sapin avec de l'acide lactique dont les molécules ont la propriété de pouvoir migrer dans l'eau, sachant que l'une des caractéristiques du sapin est d'être déjà gorgé d'eau», expliquait Clément Chevignon, expert en certification de chaîne de contrôle et logistique. «À ce stade, ce procédé laisse apparaître un changement de couleur puisque le bois fonce mais aussi une amélioration de la durabilité et un avantage certain pour le sapin car les résultats obtenus lors de tests équivalents sur de l'épicéa n'ont pas été probants.» Au-delà donc des recommandations de cette étude qui préconise d'utiliser le sapin blanc pour la fabrication de produits non-structuraux séchés, on voit que d'autres travaux existent et pourraient à terme donner eux aussi de nouvelles perspectives de valorisation à cette essence. Quoi qu'il en soit, dans ce domaine comme dans d'autres, la filière ne pourra sans doute pas faire l'économie d'une démarche marketing pour conférer, si ce n'est une image, au moins un positionnement fort à ce bois de sapin et à ses produits. Le développement d'outils de sciage ultra-connectés et automatisés ou le déroulage en substitution d'autres essences en tension sont deux pistes évoquées par l'étude pour redorer son blason auprès des professionnels. Une étude qui souligne aussi que la construction de quelques ouvrages emblématiques de proximité en sapin blanc ne serait sans doute pas de trop pour redonner quelques couleurs à cette essence auprès du grand public.

Sylvain Devun

(1) Clément Chevignon, expert en certification de chaîne de contrôle et logistique (IKWIB) ; Pierre Gay, expert en transformation du bois et des projets d'implantation (PG consultants) ; Emmanuel Groutel, expert en stratégie et marchés internationaux (Wole).

(2) Une synthèse de l'étude est disponible sur le site www.fibois-aura.org

BOIS LA FILIÈRE MISE SUR LE COLLECTIF

Dossier réalisé Sylvie Bollard

Selon une étude de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes présentée en avril, le sapin pourrait bien être une essence d'avenir. En Auvergne-Rhône-Alpes, il représente 80 millions de mètres cubes. Il résiste beaucoup mieux aux effets du changement climatique que le pin ou l'épicéa. Aujourd'hui, ses débouchés les plus porteurs sont le coffrage, la charpente traditionnelle et l'emballage. Des obstacles subsistent cependant pour en faire l'or vert de demain : les volumes de gros bois sont importants ; la maîtrise du séchage est problématique ; des normes lui sont défavorables pour l'usage extérieur ; les bois reconstitués le concurrencent ; et il souffre d'un déficit d'image. « L'attente de la filière est forte pour faire émerger une dynamique collective autour du sapin », peut-on lire dans le document. Le Pôle excellence bois des Savoie promeut justement les projets collaboratifs et des idées sortent de terre pour valoriser toute la filière.

Lionel Duchamp « La filière bois doit se structurer pour exister » ÉLU PRÉSIDENT DU PÔLE EXCELLENCE BOIS DES SAVOIE IL Y A UN AN, LIONEL DUCHAMP VEUT IMPULSER SA « RÉVOLUTION » POUR CONSTRUIRE UNE VRAIE FILIÈRE. SON MODÈLE ? L'INDUSTRIE, DONT CET INGÉNIEUR, ANCIEN CADRE CHEZ PSA, SNR ET SOMFY, EST

ISSU. Lionel Duchamp « La filière bois doit se structurer pour exister » ÉLU PRÉSIDENT DU PÔLE EXCELLENCE BOIS DES SAVOIE IL Y A UN AN, LIONEL DUCHAMP VEUT IMPULSER SA « RÉVOLUTION » POUR CONSTRUIRE UNE VRAIE FILIÈRE. SON MODÈLE ? L'INDUSTRIE, DONT CET INGÉNIEUR, ANCIEN CADRE CHEZ PSA, SNR ET SOMFY, EST

ISSU. Vous avez été élu président du Pôle Excellence Bois (Peb) en avril 2018. Qu'est-ce qui vous a amené là ? Je suis entré au Peb en 2015, un peu par hasard, suite à une invitation à une réunion. J'ai tout de suite trouvé très intéressant de pouvoir croiser des gens issus de tous les métiers du bois en un seul lieu – bûcherons, architectes, menuisiers, constructeurs... – et de pouvoir échanger ensemble. Peu à peu, je me suis investi davantage et j'ai fini au bureau. Lorsque Jean-Charles Mogenet, mon prédécesseur, m'a demandé de me présenter pour lui succéder, j'ai accepté.

Vous êtes donc un fin connaisseur de la filière ? Je la connais mieux maintenant, mais j'ai surtout un passé dans l'industrie. En tant qu'ingénieur généraliste, j'ai travaillé dans de grosses entreprises telles que PSA, SNR ou Somfy. Il y a six ans, j'ai quitté mon poste dans cette dernière société pour reprendre, avec mon associé, Simonetti SAS, à Décines (69). J'ai

toujours eu le projet de reprendre ou créer une société.

Quelle est la spécialité de votre structure ?

Simonetti est une entreprise de menuiserie et d'agencement, active essentiellement sur de grands chantiers de logements et tertiaire, en neuf ou en rénovation, dans la région de Lyon et les deux Savoie. Nous sommes une trentaine, avons notre propre site de production et réalisons un chiffre d'affaires de 4 millions d'euros, en croissance d'environ 5 % par an.

Vous êtes donc rentré dans le domaine du bois par la porte du hasard de la reprise.

Quel constat avez-vous fait en découvrant la filière ?

Qu'elle compte une multitude de PME et TPE qui travaillent toutes chacune dans leur coin, de façon très isolée. C'est pour cela que le Peb est un outil génial. À la fois club d'entreprises et lieu physique, il permet d'avoir les conditions de création de valeur qui s'approchent de celles de l'industrie. Le côté collaboratif est selon moi une richesse absolue qui fait que le Peb est un outil d'intérêt général pour la filière.

Vous faites allusion aux projets collaboratifs initiés par le Peb ? C'est exact. Le lancement des premiers a eu lieu en 2015, lorsque je suis arrivé. Je me suis dit qu'il fallait donner une impulsion du même type que celle qui porte Mont-Blanc Industries. On a la forêt, les hommes, la technologie. Il y a



vraiment matière à réaliser quelque chose. C'est ce qu'on a commencé à esquisser avec Jean-Charles Mogenet. Il faut qu'on intègre les méthodes qui ont été éprouvées dans l'industrie.

Quelle stratégie souhaitez-vous mettre en œuvre pour y parvenir ? Le Peb doit d'abord être pragmatique. Sa stratégie doit reposer sur trois axes essentiels : innover, coopérer et former pour pouvoir aider à monter en compétences. Nous le ferons avec ces méthodes qui marchent ailleurs, en nous appuyant sur des partenaires tels que Thésame, le FCBA ou les organisations professionnelles. Quelle est la place du bois local dans cette feuille de route ? L'axe majeur du Peb doit être la promotion des bois domestiques, à minima français. Il faut faire comprendre l'intérêt de constituer des chaînes de valeur. C'est par l'aval (les constructeurs, les architectes...) que l'amont (les bûcherons, les scieries...) est tiré. C'est en créant une demande exigeante, éthique et raisonnée qu'on va inciter l'amont à mieux gérer et mieux transformer son bois. On est dans une démarche ultra-citoyenne et responsable et c'est à nous, les entreprises, de changer les choses. On doit maintenant se prendre en main.

La filière ne l'a, selon vous, pas assez fait jusqu'à présent ? La filière bois n'existe pas. C'est une notion plutôt virtuelle pour le moment. Les bois que nous utilisons sont souvent importés et on n'a que très peu de traçabilité dans les ouvrages. À nous de construire cette filière. C'est possible, d'autres y sont arrivés !

LE PÔLE EXCELLENCE BOIS
Budget : 750 000 euros en 2018
(540 000 euros hors amortissements)
Part d'autofinancement : environ 20

%, soit 140 000 euros en 2018
Subvention Conseil Savoie Mont Blanc : entre 250 000 et 300 000 euros
Subvention Région : 19 000 euros, fléchés sur des projets
Subvention État : 18 000 euros
Fonds européens : 28 000 euros, sur des projets spécifiques
Effectif : 5 permanents
Nombre d'adhérents directs : 70 (soit plus de 200 indirects)
Objectifs : animation de la filière ; mise en place de projets collaboratifs ; vente de services aux entreprises
À quel pays faite-vous allusion ? À l'Autriche par exemple, qui a bâti sa filière il y a 40 ans déjà. Les professionnels du secteur ont travaillé sur l'utilisation des ressources naturelles. Les architectes ont œuvré avec les producteurs de bois, les ingénieurs avec les industriels, etc. Au final, ils ont aujourd'hui les bâtiments en bois les plus performants du monde, entièrement passifs ; ils comptent parmi les meilleurs industriels (les fabricants de chaudières notamment) ... La demande a tiré l'offre. Autre point important : là-bas, quand on pense filière bois, les bons interlocuteurs sont facilement identifiables.

Comment ce modèle peut-il se concrétiser en Pays de Savoie ? En travaillant avec les donneurs d'ordre sur les manières de structurer l'offre : les besoins peuvent-ils être couverts localement ? Seront-ils pérennes dans le temps ? C'est à ce genre de questions que nous sommes en train d'essayer de répondre. C'est en structurant la filière qu'on en deviendra une.

Vous parlez d'une « révolution » qui serait en cours au Peb depuis quelques mois. En quoi s'agit-il d'un tel bouleversement ?

Jusqu'à maintenant, on a fait l'analyse du secteur. Aujourd'hui, après avoir défini clairement notre stratégie (collaborer, innover, former), on entre dans une phase de conquête. Aux entreprises de se prendre en charge et de s'impliquer dans des projets collaboratifs. Le Peb, quant à lui, a engagé sa propre restructuration depuis le début de l'année, sous la direction transitoire de Franklin Meneroud. Il nous aide à mettre notre stratégie en œuvre. **C'EST EN CRÉANT UNE DEMANDE EXIGEANTE, ÉTHIQUE ET RAISONNÉE QU'ON INCITERA L'AMONT À MIEUX GÉRER ET TRANSFORMER SON BOIS.** Quid de vos financements ? Notre principal financeur demeure le Conseil Savoie Mont Blanc qui nous alloue une part substantielle de notre budget. Dans ce domaine également, les lois et les réglementations nous poussent à évoluer vers davantage d'autofinancement. Nous proposons donc de plus en plus d'offres de services payantes à nos adhérents. Ce sont des offres qui répondent vraiment à leurs besoins, comme la mutualisation d'un expert QHSE (qualité, hygiène, sécurité, environnement) spécialisé filière bois.

Pour finir, quel type de projet collaboratif souhaitez-vous développer ?

Nous venons de lancer "Rénovacime" dont le Peb est le maître d'ouvrage à Tignes. Il s'agit de déterminer comment les acteurs des métiers du bois peuvent contribuer à résoudre la problématique des lits froids en planchant sur la réhabilitation thermique, les aménagements des espaces communs ou un nouvel agencement des cellules de vie. D'une manière générale, un des gros



enjeux du futur concernera la construction. Le Peb veut contribuer à faire changer les mentalités de notre branche pour qu'on s'oriente vers un système similaire à celui de la conception-réalisation. À l'heure actuelle, il n'existe quasiment aucune occasion pour qu'un promoteur, un architecte, une entreprise et les utilisateurs puissent échanger autour d'un futur bâtiment. Quand on saura faire ça, on répondra aux critères de la qualité totale. ■



Auvergne-Rhône-Alpes Revue de projets construction bois local

22 mai

Dans le cadre du projet européen CaSCo (Carbon Smart Communities), Fibois 42, en partenariat avec Fibois Auvergne-Rhône-Alpes, organise une revue de projets de bâtiments en bois local qui aura lieu le 22 mai à 15h30, à l'antenne du département de la Loire, située au 53 rue de la République, 42600 Montbrison.

Le projet CaSCo, qui rassemble des partenaires de l'ensemble de l'arc alpin (Slovénie, Italie, Autriche, Allemagne, France) vise à valoriser l'utilisation du bois régional bas carbone dans la construction. Lors de cette conférence, 3 projets ligériens en cours de réalisation seront présentés par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, et les entreprises de construction bois, à savoir : Cantine scolaire à Saint-Genest-Lerpt (entreprise de charpente : JB Massardier), extension de la MFR du Parc à Montbrison (entreprise de charpente : Les gecons du bois), lotissement la Madelaine à Montbrison (entreprise de charpente : Lignitech),

www.fibois42.org



Valorisation de l'utilisation du bois régional bas carbone

22 05 2019 Antenne du Département de la Loire 53 rue de la République 42600 Montbrison 22/05 - 22/05/2019 L'objectif de la revue de projets est d'évaluer, sur un mode participatif, des projets exemplaires pour améliorer les pratiques et contribuer à une culture commune en matière de construction durable.

Revue de projets organisée dans le cadre du projet européen CaSCo (Carbon Smart Communities) qui rassemble des partenaires de l'ensemble de l'arc alpin (Slovénie, Italie, Autriche, Allemagne, France) et vise à valoriser l'utilisation du bois régional bas carbone dans la construction.

Principe

Présentation de trois bâtiments en bois local par les acteurs des projets, suivie d'une discussion constructive, en présence d'un comité technique et d'un public multi-acteurs.

3 bâtiments étudiés

Cantine scolaire à Saint-Genest-Lerpt

Extension de la MFR du Parc à Montbrison

Lotissement la Madeleine à Montbrison

Comité technique

Justine Mayeur, chargée de mission bois construction, **FiboisAuRA**

Héloïse Allec, chargée de mission bois construction au sein des COFOR AuRA

Guillaume Villié, cogérant du bureau d'études Bois Conseil (38 et 42)

Informations détaillées et inscription à retrouver [ici](#).

Article publié sur VAD Actualités

Consulter la source

Crédit photo: Archipente



Fibois organise une conférence décoiffante pour les jeunes

L'interprofession forêt-bois Auvergne-Rhône-Alpes tiendra son assemblée générale le 18 juin à Montrond-les-Bains à partir de 14 h. La filière ligérienne de Fibois 42 compte 600 adhérents, 130 administrateurs et 35 salariés. Dans toute la région, elle concerne 1 800 entreprises représentant 7 000 salariés. A 17 h, et pour motiver les futurs travailleurs du bois, une « conférence qui décoiffe » se tiendra à l'issue de l'assemblée générale, en présence de la Région Aura et de la Direccte. Le thème ?

« Les jeunes au travail : c'était mieux avant ! ou pas... ». Julien Estier, conférencier et formateur, animera les deux heures d'échanges pendant lesquelles interviendront des chefs d'entreprises et des jeunes futurs bûcherons, menuisiers ou charpentiers pour détricoter les idées reçues. Sur inscription (gratuit) : contact@fibois-aura.org ■

Auvergne-Rhône-Alpes

Densification, rénovation, surélévation : le bois dans la ville design

Dans le cadre de la 11^e Biennale du design de Saint-Etienne, Fibois Loire organisait le 12 avril un événement sur le thème « Le bois dans la ville ». Après la présentation de quelques projets de construction exemplaires par des adhérents de l'interprofession ligérienne, l'architecte Véronique Klimine de l'agence R2k et l'ingénieur Markus Mooser abordaient le thème de l'intégration du bois dans les problématiques de construction et de densification de l'espace urbain.



Le cycle de conférence a débuté par une présentation de chantiers exemplaires réalisés par cinq adhérents de l'interprofession Fibois Loire : (de gauche à droite) Pierre Chomette (cabinet d'architecture Chomette-Lupi) ; Alban Paliard (chargé de développement pour l'entreprise Ossabois) ; Aline Duverger (Atelier des Vergers), Julien Rivat (atelier d'architecture Rivat), et Didier Bezacier (de l'entreprise Charpente Bezacier).

Du 21 mars au 24 avril, la ville de Saint-Étienne, dans la Loire, organisait la 11^e édition de sa Biennale internationale du design. Dans le cadre de son partenariat avec cet événement, Fibois 42 proposait le vendredi 12 avril une série de conférences sur le thème : « Le Bois dans la ville », à l'auditorium de la Cité du design stéphanoise.

« De prime abord, les filières design et forêt-bois ont peu l'habitude de collaborer », lançait Jean-Gabriel Duchamp en ouverture de cette demi-journée. Le président de Fibois Loire ne manquait d'ailleurs pas de souligner que le thème de l'inclusion, fil rouge de cette biennale

du Design 2019, était l'occasion de les faire se rencontrer. « Fibois 42 est devenue partenaire de la biennale à travers l'exposition Stefania, imaginée par les étudiants de l'École supérieure d'art et de design de Saint-Étienne (Esadse). Elle représente un concept de ville du futur qui chaque jour vieillit d'une année. Cette ville est toute de bois réalisée à partir de 40 m³ de bois massif et de 900 m² de panneaux. [...] C'était l'occasion rêvée de faire le lien entre le bois et le design ». La directrice de l'Esadse, Claire Peillod, ajoutait d'ailleurs que la relation de l'établissement avec la filière bois « ne se limite pas à cette opération puisqu'il existe un autre projet d'étude

mené par des étudiants autour de ce matériau comme élément décoratif ».

Plus léger, plus haut, plus vite

Cinq adhérents de l'interprofession Fibois Loire étaient appelés à présenter en première partie des exemples de réalisations en bois. Le charpentier Didier Bezacier, les architectes Aline Duverger, Julien Rivat, Pierre Chomette, et Alban Paliard, chargé de développement pour l'entreprise Ossabois, ont ainsi pu démontrer à travers leurs expériences tout le potentiel de valorisation du bois dans l'espace urbain. Un potentiel qui leur a permis d'innover cha-

cun dans son domaine, mais aussi de bousculer certains codes pour faire progresser la cause de la performance énergétique dans la construction. « Si le bois est largement mis en avant pour son rôle de puit carbone, nous avons choisi la paille comme isolant », expliquait ainsi Julien Rivat à propos de la seconde tranche d'un programme de construction de bâtiments passifs réalisés en zone de renouvellement urbain. « Quand nous avons annoncé cela aux élus, inmanquablement ils nous ont dit, comme les trois petits cochons... Ce à quoi nous avons répondu : mais de quoi faut-il avoir plus peur en 2018, du loup ou de la facture d'énergie ? » [...] Une problématique qu'il est d'ailleurs important d'envisager dans sa globalité, jusque dans le choix des matériaux mis en œuvre, comme le rappelait l'architecte stéphanois. « Faire de la performance en oubliant le bilan énergie grise des matériaux, c'est faire les choses à moitié. Dès que nous le pouvons, nous labellisons Passivhaus les bâtiments que nous réalisons, mais oublier la dimension biosourcée et la dimension bois, ça nous semble vraiment dommage. D'autant plus que le bois se prête à tous types d'architecture, tous types



✓ ZOOM

Stefania : une ville en bois laboratoire du futur

Sollicités en novembre 2018 par les organisateurs de la Biennale du design de Saint-Etienne, les membres de l'interprofession Fibois 42 et les étudiants de l'École supérieure d'art et de design de Saint-Étienne (Esadse) sont devenus partenaires pour bâtir une exposition dédiée à la valorisation du bois dans la ville. Intitulé Stefania, ce concept de ville laboratoire du futur, imaginé par le designer Olivier Lellouche et ses étudiants, a permis de mettre en œuvre 40 m³ de sapin blanc issus des forêts ligériennes et 900 m² de panneaux. « Cette collaboration a aussi été l'occasion de tourner un film qui présente les métiers du bois à travers l'activité de l'ETF Genthial et de la scierie Chorain dans le massif du Pilat », expliquent conjointement Élodie Thévenet et Mathieu Condamain, de Fibois 42. « Sur un espace de 600 m², les 12 modules des bâtiments de cette exposition ont été réalisés dans un temps record. » Un point que confirme le président de l'interprofession du département de la Loire, Jean-Gabriel Duchamp. « Cette opération a mobilisé l'équivalent de plus de 26.000 euros de matière première et 3.000 euros en temps passé par nos salariés. Le bois massif a été scié avant les congés de Noël 2018, séché durant la trêve hivernale et livré début janvier. Je tiens d'ailleurs à remercier tous les partenaires qui ont permis le succès de cette initiative : la menuiserie Béal, le bureau d'études Bois conseil, l'expert forestier Xavier de Marqueissac, l'atelier d'architecture Rivat, l'entreprise Rondy Forestier, l'Atelier des Vergers, les scieries Chorain, Montmartin et Vray, l'entreprise Charpente Martigniat, les propriétaires forestiers qui ont participé par l'intermédiaire de l'Union des Sylviculteurs et de Fransylva, ainsi que la ville de Saint-Étienne, et Fibois Auvergne-Rhône-Alpes »



Le projet Pop-Up de Saint-Étienne, l'un des 13 dossiers lauréats du concours national Adivois pour la construction d'immeubles de grande hauteur (aménageur : EPA Saint-Étienne ; promoteur : GCC Immobilier ; architectes et ingénieurs : Tectoniques ; BET Bois : Arborescence ; Perspective : Archi Graphi).

de projets, et qu'il a plus que sa place dans la ville. » Une ville où son intégration donne aujourd'hui également la possibilité de lever certains freins techniques jusqu'ici difficiles à dépasser avec d'autres matériaux. « Le bois permet de construire plus léger, plus haut et plus rapidement », expliquait Alban Paliard, de l'entreprise Ossabois. « À Rive-de-Gier (Loire), il nous a par exemple permis de construire plus léger sur un sol friable, qui avait été exploité par la mine. Ce bâtiment R+4 de 60 logements n'aurait pas pu être réalisé avec un système constructif traditionnel. À Paris XIII, nous avons aussi

participé, avec une entreprise générale, à la construction de murs mantaux pour une tour de l'architecte Jean Harari. Pour ce bâtiment avec noyau béton situé sur les voies de la gare d'Austerlitz, le bois était là aussi la seule solution pour pouvoir construire aussi haut et d'une telle envergure. »

Montrer que c'est possible

S'il est effectivement un matériau qui aujourd'hui peut venir jouer un rôle concret en matière de densification urbaine, que ce soit pour apporter des réponses à la hausse du prix des mètres carrés dans certaines

métropoles européennes, pour limiter l'étalement des villes ou pallier la pénurie de logements, c'est bien le bois. Sur cette problématique, les participants à la demi-journée proposée par Fibois Loire ont successivement pu suivre deux interventions de l'architecte grenobloise Véronique Klimine et de l'expert suisse de la surélévation et de la densification urbaine, Markus Mooser. À la tête d'une agence d'architecture spécialisée bois depuis 1996, Véronique Klimine a entre autres pu présenter l'avancement des travaux de l'association Adivbois, dont l'action vise à terme l'édification d'immeubles de grandes hauteurs en bois comme véritables démonstrateurs du potentiel d'utilisation du matériau. À ce sujet, Anne-Sophie Lhermet, de l'Établissement public d'aménagement de Saint-Étienne (Epase), présentait le projet Pop-Up appelé à voir le jour au nord de la gare ferroviaire de la cité stéphanoise. Il s'agit de l'un des 13 lauréats du concours national lancé par Adivbois en 2017. « L'action d'Adivbois est fondée sur deux piliers », précisait Véronique Klimine, qui préside désormais la commission architecture, design et marchés de l'association. « C'est un projet qui marche sur deux pieds : la construction mais aussi les aménagements intérieurs. Parce qu'en termes d'utilisation des bois, il y a autant



d'emplois à trouver dans l'aménagement des bâtiments et le second œuvre que dans la construction. » [...] « L'objectif n'est pas de faire de la grande hauteur pour faire de la grande hauteur. Le but de départ, c'était surtout de dire : il faut faire des démonstrateurs de grande hauteur pour montrer que c'est possible et ensuite le marché des immeubles et des bâtiments beaucoup plus modestes va suivre. » L'architecte grenobloise soulignait d'ailleurs la volonté d'imposer la présence à la fois d'un constructeur, d'un architecte et d'un designer dans toutes les équipes candidates au concours Adivbois, pour que l'utilisation et l'intégration du bois soient envisagées dans la globalité des projets dès leur conception.

S'il en est un à pouvoir témoigner de l'évolution des mentalités dans ce domaine,

L'architecte Véronique Klimine a présenté les travaux de l'association Adivbois et ses projets d'édification d'immeubles de grandes hauteurs en bois.

c'est bien Markus Mooser, qui a su faire partager sa grande expérience aux participants de cette demi-journée dédiée au bois dans la ville. « Au début des années 90, il était difficile de convaincre de construire au-delà d'un étage en bois », expliquait l'architecte diplômé de l'école d'ingénieurs de Genève et ingénieur civil de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). « Aujourd'hui, le record est détenu par un bâtiment de 85,4 m en Norvège et les dernières constructions en bois font régulièrement plus de 50 mètres de hauteur ». Avec la subtilité d'esprit qui caractérise chacune de ses interventions, Markus Mooser a su nourrir le débat pour expliquer comment le bois avait progressivement fait ses preuves au fil des ans pour construire, densifier, surélever et réhabiliter thermiquement, « ou plutôt assainir comme on dit en suisse », soulignait-il dans un clin d'œil. Il a également profité de cette tribune pour rappeler les arguments favorables au développement de l'utilisation du bois dans la construction en général et dans les problématiques de densification de l'espace urbain en particulier : préfabrication et donc rapidité de montage, légèreté, écologie grâce aux propriétés renouvelables du matériau, confort d'habitation induit par le matériau ou encore faible quantité d'énergie grise consommée et capacité à stocker du CO₂. Après avoir illustré son propos par la présentation de plusieurs chantiers exemplaires, il concluait ce cycle de conférences en livrant à tous sa formule idéale pour maximiser l'intégration du bois dans les problématiques de densification urbaine : « Surélever, assainir ou rénover, et en même temps construire ». Une recette qui à n'en pas douter, fera encore école pendant de longues années chez les architectes bien sûr, mais aussi chez tous ceux convaincus de la pertinence de valoriser et d'intégrer toujours plus de bois dans la ville.

Sylvain Devun



Markus Mooser a proposé une intervention sur le thème de l'utilisation du bois dans la surélévation et la densification de l'espace urbain.

Agenda

Auvergne-Rhône-Alpes Appel à projets régional «développement et innovation»

Avant le 31 mai

La région Auvergne-Rhône-Alpes a confirmé son soutien en faveur de la filière forêt bois, dans le cadre de sa délibération de septembre 2017, pour la rendre véritablement compétitive au niveau national et européen. Afin d'aider la filière à répondre aux enjeux de mise en œuvre de nouvelles technologies, de développement de nouveaux procédés ou produits et d'adaptation de stratégie commerciale, la Région a décidé de soutenir l'innovation des entreprises de cette filière.

C'est pourquoi, annuellement, elle lance un appel à projets «Développement et innovation» avec l'appui technique de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. Il a pour objectif de faire avancer les entreprises lauréates dans un projet d'innovation intégré aux objectifs de développement de l'entreprise. Tous les métiers de la filière et tous les domaines d'innovation sont concernés : produits, procé-

dés, organisationnel, commercial, communication stratégique... via un coup de pouce financier portant sur des investissements immatériels externes (études, tests, prestation d'ingénieries, de communication, de design, de conseil...). Les entreprises qui seront accompagnées bénéficieront également d'un conseil après cet appel à projet pour continuer leur développement et utiliser d'autres dispositifs pour les étapes qui suivront. Le dossier de candidature doit être renvoyé complété à Fibois Aura avant le 31 mai prochain.

• **Pour plus d'information :**
www.fibois-aura.org ou
contactez Nicolas Da Silva :
n.dasilva@fibois-aura.org



Auvergne-Rhône-Alpes Habiter bois revient pour une 2^e édition

Habiter bois, rendez-vous de la construction bois dédié au grand public, aura lieu pour une deuxième édition du 11 au 20 octobre. A cette occasion, la filière bois de la région se mobilisera pour présenter ses plus belles réalisations avec le soutien des architectes et des propriétaires qui ont fait le choix du bois.

Pendant dix jours, toutes les personnes intéressées par la construction, la rénovation, l'isolation, l'aménagement, l'extension ou le chauffage de leur maison, pourront ainsi s'informer sur les avantages du matériau bois. Habiter bois offre la possibilité de rencontrer des architectes, des constructeurs, des charpentiers ainsi que des propriétaires qui ont choisi le bois, ces rencontres avec les professionnels de la filière bois constituant pour le grand public une occasion de découvrir les atouts de ce matériau d'avenir, et de montrer que choisir le bois, c'est favoriser le développement de l'économie locale, quand on sait que 400 entreprises sont dédiées à la construction en Auvergne-Rhône-Alpes, 1^{re} région française en nombre de maisons construites en bois. Pour découvrir l'ampleur de cette mobilisation de la filière bois, orchestrée par Fibois AuRA et le réseau des interprofessions territoriales de la région, rendez-vous sur le site dédié habiterbois-aura.fr qui référence les visites.



Les bons plans

Un emploi durable dans le secteur du sciage

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries, **Fibois AuRA**, qui représente les professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires. Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Comaranche-en-Bugey (01) ou le 1^{er} juillet au CFA d'Amber (63). Ils rencontreront les entreprises de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating.

Pour en savoir plus, se rendre dans les agences Pôle emploi et sur fibois-aura.org

La Marine nationale forme des bacheliers

La Marine nationale recrute des bacheliers, sans exigence de filière. L'institution compte attirer plus de 1 100 jeunes au métier de marin militaire dans 27 spécialités. Son école de Maistrance est ouverte aux 17-30 ans, titulaires du bac à bac + 3.

Le cursus concerne quatre promotions d'élèves réparties sur deux campus : à Brest (Finistère), et à Saint-Mandrier, (Var). Il comprend une formation militaire (tir,

fondamentaux du cadre militaire, formation au leadership et exercices d'aguerrissement), une formation maritime (permis côtier et apprentissage de la navigation, embarquements et visites d'unités opérationnelles), mais aussi un volet sportif et de sécurité (développement de l'esprit d'équipage, prise d'initiative et dépassement de soi). Du management, aussi, au programme pour préparer à l'encadrement de proximité d'une équipe. Enfin, une séquence est consacrée aux sciences humaines afin de développer les capacités d'adaptation à l'environnement professionnel.

La formation dure quatre mois à l'école de Maistrance et six à dix mois dans une école de spécialité de la Marine nationale. À l'issue, le candidat obtient un métier, mais aussi un contrat de six ou dix ans renouvelable.

Pour postuler, www.etremarin.fr ou dans l'un des 47 CIRFA.

Altavia ouvre 15 postes à Lyon et Saint-Etienne

Altavia AURA, l'agence de communication commerciale du groupe Altavia, spécialiste de la communication commerciale dédiée à la vente au détail, annonce l'ouverture de 15 postes au sein de ses sites de Lyon et Saint-Étienne. Soulignant sa forte croissance, l'agence recherche « des passionnés, jeunes diplômés et confirmés qui pourront s'inscrire à long terme » dans son projet d'entreprise. Et de préciser, pour attirer les meilleurs, « offrir des conditions de travail attractives, de

véritables challenges professionnels et des possibilités d'évolutions rapides ».

Parmi les postes ouverts, citons ceux de développeurs Back et Front end, pilotes projets digitaux, consultants marketing (SEO, SEA), consultants en stratégie digitale, consultants social media, community manager, chefs de projets Print/360, fabricants, maquettistes/infographistes, responsables clientèles...

Pour postuler altavia-group.com

45 employés de restauration recherchés à Lyon

À l'occasion de l'ouverture du restaurant vitrine de l'enseigne Steak n' Shake, rue de la République (2^e), à la mi-juin, Pôle emploi

Lyon-Confluence recherche 45 employés à des postes polyvalents de restauration dont 15 temps plein et 30 temps partiel de 8 à 25 heures par semaine, pour des contrats en CDD de six mois ou des CDI.

Steak n' Shake est une enseigne de restauration rapide qui compte 500 établissements dans le monde dont 22 en France. Spécialisés dans les burgers et les milk-shakes, ces restaurants travaillent à partir de produits frais, d'origine France. Les candidats seront sélectionnés par le biais d'exercices pratiques. Le recrutement sera suivi d'une formation durant un mois avant une prise de poste prévue début juillet. Une réunion d'information sur ce recrutement aura lieu le 21 mai après-midi à Lyon.

Pour participer à la réunion d'information, l'inscription est obligatoire au 04.37.37.89.20, de



FIBOIS AURA.

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires. Les candidats intéressés

ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey ou le 1er juillet au CFA d'Ambert. Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement. ■



Une formation et un emploi dans le secteur du sciage

Fibois AuRA lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires. Les

candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Ils rencontreront les entreprises lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Infos dans les agences Pôle emploi et sur www.fibois-aura.org.

■

Emploi

Fibois Aura lance une formation «scierie» pour aider les entreprises à recruter

Avec le soutien de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de Pôle emploi, **Fibois Aura** lance une formation pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre et doit permettre à 14 personnes de trouver un emploi dans les scieries de cette région dès janvier 2020.

Pour aider les scieries de sa région à faire face aux difficultés qu'elles rencontrent en matière de recrutement, l'interprofession Fibois Auvergne-Rhône-Alpes (**Fibois Aura**) déploie un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019. Elle s'est fixée l'objectif de permettre à 14 stagiaires d'intégrer dès janvier 2020 une des 13 entreprises impliquées dans le dispositif. Financée par la ré-

gion Auvergne-Rhône-Alpes et Pôle emploi, la formation a été élaborée en collaboration avec les entreprises. Pour les stagiaires, 400 heures seront dispensées au CFA d'Ambert (63) ou à l'École technique du bois de Cormaranche-en-Bugey (01) et seront complétées par 100 heures de stage en entreprise. Plus de la moitié de la formation se déroulera en atelier au sein des centres de formation et dans les entreprises pour aborder les différentes étapes de la transformation des bois, du parc à grumes au séchage en passant par le sciage, l'usinage, l'affûtage ainsi que les opérations de maintenance de l'outil de production. Pour valider l'accès à la formation, les candidats intéressés ont rendez-vous soit à l'École technique du bois de Cormaranche-en-Bugey le 24 juin, soit au CFA d'Ambert le 1^{er} juillet, afin de rencontrer les entreprises qui recrutent.



La formation doit permettre à 14 stagiaires d'intégrer dès janvier 2020 une des 13 entreprises impliquées dans le dispositif.

Suite à la présentation de la formation et à la visite du centre, ils pourront s'entretenir avec les représentants des entreprises, lors de rendez-vous individuels organisés sous forme de speed-dating. À noter que les 14 places qui se répartissent sur les deux sites de formation offrent toutes des possibilités d'hébergement. Avant la formation, il sera possible pour les candidats intéressés de

réaliser une période d'immersion en entreprise en juillet prochain. Les stagiaires non indemnisés par Pôle emploi percevront, de la part de la Région, une indemnité pouvant aller jusqu'à 650 euros par mois. L'interprofession **Fibois Aura** précise que «cette formation est ouverte à toutes les personnes motivées de plus de 18 ans, inscrites à la Mission locale ou à Pôle emploi».

Le chiffre

400

La région Auvergne-Rhône-Alpes compte près de 400 scieries qui emploient actuellement quelque 3.000 salariés.

L'interprofession donne rendez-vous aux candidats intéressés dans deux centres de formation : le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1^{er} juillet au CFA d'Ambert (63). Ce sera pour eux l'occasion de rencontrer les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org.



Auvergne-Rhône-Alpes

Visite de bâtiments industriels en bois local

28 mai

Fibois Isère organise deux visites de bâtiments industriels en bois local le 28 mai prochain, avec départ en bus de Grenoble. Au programme :

- 14 heures : RDV sur le chantier du centre de tri à Villard-de-Lans (Lieu-dit Fenat). Accueil par Jacques Adenot, président du PNR Vercors, et Thomas Guillet, vice-président de la communauté de communes du massif du Vercors en charge de l'aménagement, de l'agriculture et la forêt. Mot de Serge Challer, adjoint à l'urbanisme de Villard-de-Lans ;
- visite du centre de tri des déchets (plateforme de tri structure mixte bois béton, faisant la part belle au bois local mis en valeur de la charpente aux aménagements intérieurs, en passant par le bardage) en présence du maître d'ouvrage, Thomas Guillet, CCMV ; des architectes Nicolas Debicki, Antoine Petit, Benoît Guilcher, Grichka Martinetti, Atelier PNG ; des entreprises bois John Sauvajon et MEP (menuiseries ext.) ;
- visite de la station d'épuration (D. Ferré (74) / Vinci Construction – Sogea Rhône Alpes) 2006 ;
- visite de Vercors lait, coopérative laitière, en présence du maître d'ouvrage Thomas Guillet, CCMV, de l'architecte Fabrice Galloo, FLLOO architecture & urbanisme, de l'entreprises bois John

Sauvajon. Extension et réhabilitation de l'usine existante mettant en valeur le bois local et les éco-matériaux ;

- 16 heures : pot.

• www.fibois38.org



PREMIÈRE TRANSFORMATION DU BOIS

UNE FORMATION POUR LES SCIEURS

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école

technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org. ■

Formation

FIBOIS AURA PROMEUVE LES MÉTIERS DU SCIAGE

Accompagnée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et Pôle emploi, la filière forêt-bois lance une formation de quatre mois aux métiers du sciage. Elle débutera en septembre prochain.

Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes et si certaines sont artisanales, le secteur tend à s'industrialiser. Ces dernières années, elles ont fortement investi dans la mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels, pouvant ainsi gagner en productivité et développer de nouveaux produits, tels que les charpentes rabotées ou encore le bardage... Aujourd'hui les scieries de la région, qui emploient déjà près de 3 000 salariés, souhaitent augmenter leurs effectifs mais se heurtent à des difficultés de recrutement. Aussi, pour pallier ces besoins, Fibois Aura déploie un dispositif inédit visant à former les demandeurs d'emploi

aux métiers du sciage. Élaborée en étroite collaboration avec treize entreprises du secteur, cette formation financée par la Région et Pôle emploi s'adresse aux demandeurs d'emploi et assure un poste pérenne, dès janvier 2020, dans l'une des sociétés impliquées. Rémunérée, elle pourra accueillir jusqu'à quatorze stagiaires et se déroulera de septembre à décembre 2019. Les 400 h de formation seront dispensées au CFA d'Ambert (63) ou à l'École technique du bois de Cormaranche-en-Bugey (01) et seront complétées par 100 h de stage en entreprise. Plus de la moitié de la formation se déroulera en atelier et dans les entreprises, afin d'aborder les opérations du parc à grumes et du sciage, le séchage,



Ici à la scierie Chorain (Marlhes, 42)

les différents types d'usinage, l'affutage ainsi que les opérations de maintenance...

Les candidats intéressés pourront se rendre à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) le 24 juin ou au CFA d'Ambert

(63) le 1^{er} juillet. Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, de l'Isère, de la Drôme, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating.

Une formation pour les scieurs

Publié par [Sébastien Jacquart](#) | 31 Mai 2019



La Fédération interprofessionnelle du bois Auvergne-Rhône-Alpes lance un cursus pour former 14 demandeurs d'emploi aux métiers du sciage. Un secteur en forte tension.

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries régionales, la Fédération interprofessionnelle du bois Auvergne-Rhône-Alpes (Fibois AuRA) déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre et offrira dès janvier 2020, un emploi durable aux 14 stagiaires, dans l'une des 13 entreprises impliquées dans le dispositif.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (dans l'Ain) ou le 1^{er} juillet au CFA d'Ambert (dans le Puy-de-Dôme). Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Pour toute information complémentaire, les candidats peuvent se rendre dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org.

« Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes et si certaines sont artisanales, le secteur tend à s'industrialiser, précise la Fibois AuRA. Ces dernières années, elles ont fortement investi dans la mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels. Elles ont ainsi pu gagner en productivité, en qualité de sciage et développer de nouveaux



années, elles ont fortement investi dans la mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels. Elles ont ainsi pu gagner en productivité, en qualité de sciage et développer de nouveaux produits à plus forte valeur ajoutée (charpente rabotée, montant d'ossature, bardage...). Aujourd'hui les scieries de la région, qui emploient déjà près de 3 000 salariés, souhaitent augmenter leurs effectifs mais se heurtent à des difficultés de recrutement. »

Pour répondre à cette demande, la fédération crée donc un cursus financé par le Conseil régional et Pôle emploi. Les 400 heures de formation — élaborée en étroite collaboration avec les entreprises — sont complétées par 100 heures de stage. Équipés de simulateur de sciage, de lignes de sciage et d'outillage dédié à l'affutage, les centres de formation de Cormaranche et d'Ambert valorisent la pratique. Plus de la moitié de la formation se déroulera dans leurs ateliers, ainsi qu'en entreprise pour aborder les opérations du parc à grumes et du sciage, le séchage, les différents types d'usinage, l'affutage, les opérations de maintenance, etc.



Une formation pour les scieurs

La Fédération interprofessionnelle du bois Auvergne-Rhône-Alpes lance un cursus pour former 14 demandeurs d'emploi aux métiers du sciage. Un secteur en forte tension. Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries régionales, la Fédération interprofessionnelle du bois Auvergne-Rhône-Alpes (**FiboisAuRA**) déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre et offrira dès janvier 2020, un emploi durable aux 14 stagiaires, dans l'une des 13 entreprises impliquées dans le dispositif.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (dans l'Ain) ou le 1^{er} juillet au CFA d'Ambert (dans le Puy-de-Dôme). Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Pour toute information complémentaire, les candidats peuvent se rendre dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org.

« Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes et si certaines sont artisanales, le secteur tend à s'industrialiser, précise la **FiboisAuRA**. Ces dernières années, elles ont fortement investi dans la mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels. Elles ont ainsi pu gagner en productivité, en qualité de sciage et développer de nouveaux produits à plus forte valeur ajoutée (charpente rabotée, montant d'ossature, bardage...). Aujourd'hui les scieries de la région, qui emploient déjà près de 3 000 salariés, souhaitent augmenter leurs effectifs mais se heurtent à des difficultés de recrutement. »

Pour répondre à cette demande, la fédération crée donc un cursus financé par le Conseil régional et Pôle emploi. Les 400 heures de formation — élaborée en étroite collaboration avec les entreprises — sont complétées par 100 heures de stage. Équipés de simulateur de sciage, de lignes de sciage et d'outillage dédié à l'affutage, les centres de formation de Cormaranche et d'Ambert valorisent la pratique. Plus de la moitié de la formation se déroulera dans leurs ateliers, ainsi qu'en entreprise pour aborder les opérations du parc à grumes et du sciage, le séchage, les différents types d'usinage, l'affutage, les opérations de maintenance, etc.

Filière bois : un acteur sous-estimé de la transition énergétique

« La filière bois génère un chiffre d'affaires global de l'ordre de 6 Md€ », explique Marinette Feuillade, Déléguée générale de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. Mais au-delà de ce chiffre impressionnant, la filière bois est aussi un acteur important dans la démarche de transition et d'autonomie énergétique engagée dans l'Hexagone et notamment en Auvergne-Rhône-Alpes. Ainsi en 2016, les entreprises régionales installées sur ce créneau ont commercialisé plus de 1 million de tonnes de bois déchiqueté, pour alimenter les 1 545 chaufferies bois de la région, pour une puissance cumulée de 1 110 MW. Elles chauffent principalement de petites collectivités et réseaux de chaleur (mairie, école...), de petites entreprises et des habitations. Cette production, majoritairement issue de bois forestier, est en augmentation constante depuis quelques années. Ce constat a poussé de nombreux acteurs à envisager la création de nouvelles chaufferies bois collectives (granulés ou plaquettes). Fin 2016, 158 projets avaient été identifiés et étaient en réflexion en Auvergne-Rhône-Alpes, qui pourraient commencer à produire de la chaleur d'ici 2 à 5 ans. Ces projets cumuleraient une puissance globale de 160 MW pour une consommation globale avoisinant les 420 000 tonnes. Parmi ces projets, 34 pour une puissance de 20 MW et une consommation annuelle de 65 000 tonnes devaient

se concrétiser avant la fin de l'année dernière.

Pour l'heure, sur les 1 545 chaufferies bois de la région, seulement 203 ont une puissance individuelle supérieure à 1 MW, dont une quinzaine qui affichent même une puissance supérieure à 10 MW. Suivant les départements, la typologie des chaufferies installées varie légèrement et peut être expliquée par la géographie du département : rural comme l'Ardèche ou le Cantal, plus urbain comme le Rhône et l'Isère.

« Au final, nous constatons que les chaufferies d'Auvergne-Rhône-Alpes sont alimentées essentiellement par des acteurs régionaux, souvent même à une échelle infra-départementale », indique-t-on dans les rangs de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. Avant d'ajouter : « Production et consommation sont équilibrées dans la région et les projets à venir pourront être approvisionnés par les acteurs du territoire, puisque ces derniers continuent d'investir pour se développer. » ■

Fibois Aura

Mardi 18 juin est organisée à Montrond-les-Bains l'assemblée

générale de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. Elle sera suivie d'une conférence sur le thème « *Les jeunes au travail : c'était mieux avant ! ou pas...* ».



FIBOIS AURA

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux

14 stagiaires. Les candidats intéressés ont RV dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey ou le 1er juillet au CFA d'Ambert. Ils rencontreront les entreprises de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement. ■



Auvergne-Rhône-Alpes Conférence autour des jeunes et du travail

18 juin

Le mardi 18 juin, à l'occasion de son assemblée générale, Fibois Auvergne-Rhône-Alpes organise à Montrond-les-Bains (42) une conférence sur le rapport des jeunes générations au travail. Elle consistera en deux heures d'échanges et d'interactions animés par Julien Estier, conférencier et formateur, pour permettre de mieux comprendre les jeunes et apporter des solutions concrètes aux entreprises pour les recruter et les fidéliser. L'assemblée générale aura lieu à 14 heures et permettra de confronter les attentes de chacun au contrat de filière 2019-2022. A 17 heures, la conférence «Les jeunes au travail : c'était mieux avant ! Ou pas...» s'appuiera sur des témoignages de chefs d'entreprise et de jeunes, futurs salariés bûcherons, menuisiers, charpentiers, pour permettre de mieux comprendre, recruter et fidéliser ceux qui représenteront, à l'horizon 2025, plus de 75% des actifs dans le monde.

Contact :

b.muller@fibois-aura.org

1^{re} transformation Gilles Chadelat, de la forêt à la scierie

Avoir débuté une vie professionnelle de forestier à vingt ans avec seulement une tronçonneuse et un Latil H14 et être aujourd'hui à la tête d'une entreprise mobilisant près de 250.000 m³ de résineux, tel est le parcours atypique du cantalien Gilles Chadelat.

Gilles Chadelat, 61 ans, est un entrepreneur pressé, mais lorsqu'il s'agit de parler métier, le temps s'arrête et la discussion s'installe. Il faut dire que l'homme du bois sait de quoi il parle (lire par ailleurs : l'interview).

À la tête d'un groupe employant 70 salariés et réalisant 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, il mobilise 240.000 m³ par an de résineux au cœur du Massif central. Pour l'essentiel entre les monts de la Margeride, l'Aubrac et le Cézallier. Sont récoltés pins, douglas, sapins destinés à la charpente, à la fermette et à l'emballage. Ses trois scieries débitent 60.000 m³ dont 50.000 m³ de billons à Vabres et à Saint-Flour. Des billons en 2,30 m et 2,40 m possédant des diamètres mini entre 140 et 160 mm et maxi entre 260 et 280 mm. Les produits obtenus sont essentiellement des voliges de 17 x 75 mm et 17 x 80 mm destinées à la fabrication de palettes. 10.000 autres m³ sont transformés en charpente sur liste dans l'unité de La Chapelle Laurent. Le reste du volume exploité, soit 180.000 m³, approvisionne

pour l'essentiel les scieries industrielles du Massif central mais aussi bon nombre de petites structures. Une flotte de 25 camions appartenant à l'entreprise et autant de prestataires assurent le transport des 240.000 m³.

Côté exploitation, la zone d'intervention est de 200 km. L'entreprise possède 6 abat-teuses (Komatsu, Ponsse), 4 porteurs et 5 tracteurs articulés (John Deere et Tigercat) et autant de prestataires entrepreneurs forestiers. Quant aux produits connexes, issus du sciage, une partie est valorisée

par l'intermédiaire de la société Avenir bois énergie regroupant neuf scieurs cantaliens dans le but de fournir les réseaux de chaleur des particuliers, des entreprises et des collectivités locales. L'autre partie des connexes est dirigée, pour la sciure, vers les usines à pellets, et pour les plaquettes, vers les usines de pâte, de panneaux et de cogénération, notamment Fibre excellence, Bio énergie 48 et Cogra 48.

Maurice Chalayer

Source : LA FORÊT PRIVÉE

✓ ZOOM

La Scierie du milieu (Vabres, Cantal) en bref

Lancement du projet en 2006. Aboutissement du projet en **octobre 2011** et lancement de «La Scierie du milieu» sur la zone d'activité intercommunale de La Voreille, commune de Vabres, dans le Cantal. Première installation de ce type en France. L'équivalent a été visité en Russie.

4 millions d'euros, infrastructures et matériel. Soutien de l'Europe, de la région et du conseil général du Cantal et de l'État dans le cadre du Pôle d'excellence rural de la communauté de communes du Pays de Murat et de celle des communes de Margeride-Tuyère.

40.000 m³ de billons de résineux de 2,30 m et 2,40 m : acquisition 50% propriétaires et 50% coopératives et ONF.

Diamètre billons entre **140 mm et 280 mm**, soit **3 camions** par jour.

Coût d'entrée au m³ entre **52 et 60 euros**.

Cycle : Ecorceuse annulaire Segem avec réducteur de souche BZH.

Cubeur Mauchamp. Groupe de sciage profilage, trimmer et empileur Storti.

Produits obtenus : volige de **14 à 27 mm** d'épaisseur et **65 à 150** de largeur.

45% de rendement matière, soit **18.000 m³** de sciages, soit **100 m³** de sciage par jour.

Destination : fabricants de palettes.

✓ Interview

Quelques questions à Gilles Chadelat, dirigeant du groupe Chadelat



L'exploitant forestier Gilles Chadelat récompensé par la CCI du Cantal dans le cadre des «Trophées de l'entreprise 2012» pour la création de la «Scierie du milieu» à Vabres près de Saint-Flour, Cantal.

La Forêt Privée - Vous avez débuté votre carrière professionnelle de forestier en 1977 avec une simple tronçonneuse et un vieux Latil. Expliquez-nous la suite.

Gilles Chadelat : A vingt ans, les études achevées, je me suis lancé dans l'exploitation forestière. Un métier que je connaissais puisque je le pratiquais déjà, les étés, avec mon père, tâcheron pour le compte d'une scierie. J'étais motivé et le bois m'attirait. Les ingrédients étaient là pour commencer à proposer mes services en abattage et débardage avec un Latil H14. Un tracteur articulé d'occasion est venu compléter, au bout d'un an, mon modeste parc machine du début. Ensuite, après trois années d'activité un troisième tracteur, neuf cette fois, avec télécommande a été acquis. Je commençais à me professionnaliser ! Ensuite, tracteur, porteur, skidders ont été achetés. La première abatteuse est arrivée en 1989. A la même époque et afin de couvrir l'ensemble des services, j'ai débuté le transport de grumes en achetant un grumier que j'ai moi-même conduit pendant sept années. Le grand tournant a été pris avant et après la fameuse tempête de 1999 : quatre abatteuses, cinq skidders et trois porteurs...

LFP - Aujourd'hui vous êtes un des plus importants exploitants forestiers du massif Central. Quel bilan tirez-vous de cette évolution ?

G. C. : L'évolution de l'entreprise dans les métiers liés à la forêt et à son exploitation est loin d'être simple, le travail par lui-même, mais surtout tout ce qui s'y rattache (le recrutement du personnel, les contraintes administratives, les règles d'exploitation...). Mais l'avantage est que la vie professionnelle, déjà quarante et une années, se déroule sans avoir eu le temps de s'ennuyer !

LFP - Comment définiriez-vous aujourd'hui le métier d'exploitant forestier ?

G. C. : Un métier très diversifié et très prenant qui permet d'évoluer au contact de la nature. L'idée est d'offrir à nos clients la maîtrise globale de la chaîne de valeur ajoutée allant de l'achat sur pied à la livraison de grumes ou de billons à nos propres scieries et à d'autres.

LFP - A l'appui de votre expérience, quelles évolutions voyez-vous poindre à l'avenir ?

G. C. : Malheureusement, j'ai une impression négative sur l'avenir du métier quant aux contraintes que l'on nous impose en permanence pour abattre, débarder et transporter cette belle matière qu'est le bois !

LFP - Pourquoi vous-êtes-vous investi dans le domaine du sciage (60.000 m³ de grumes aujourd'hui) en reprenant une première scierie dès 1994 et surtout en lançant «La Scierie du milieu» en 2012 ?

G. C. : Pour que les retombées économiques soient présentes localement. J'ai considéré depuis le début des années 90 que c'était la suite logique du métier d'exploitant forestier.

LFP - Avez-vous des souhaits et des attentes particulières ?

G. C. : Oui, je souhaiterais que toutes les normes qui entravent le bon rendement économique de nos entreprises du bois soient examinées de très près par ceux qui nous les imposent !

LFP - Un jeune d'aujourd'hui pourrait-il entrevoir un parcours comme le vôtre ?

G. C. : Pourquoi pas. Moi je l'ai bien fait. Il faut se lancer, démarrer petit et grossir par étape. Je souhaite bonne chance aux futurs entrepreneurs car il en faudra pour poursuivre le métier qui se concentre et s'industrialise de plus en plus dans toutes les essences.

Le process en image de la Scierie du milieu



Le réducteur de souche ou rondineuse (BZH) destiné à rendre certaines billes de pied parfaitement cylindriques pour éviter des perturbations dans l'avancée du bois dans le bloc sciage-profilage.



Un pelle mécanique, Liebherr 904, vide les casiers et gerbe les billons sur des piles où vient s'approvisionner l'autre chargeur, Liebherr 550, pour alimenter la chaîne d'aménagement de la scierie par campagnes d'essence et de diamètre billon.



Le poste de pilotage de la chaîne de production Storti entièrement automatisée, mais sous contrôle d'un opérateur.



Après passage au trimmer qui recoupe automatiquement à longueur, les voliges s'empilent toutes seules en lits réguliers.



Les paquets sont cerclés manuellement et enlevés par un chariot élévateur.



Les produits connexes (plaquettes et sciure) sont acheminés, soit par aspiration, soit par élévateur à raclette à l'arrière de la scierie. Ils seront chargés au godet dans des bennes appropriées. Direction les chaufferies pour les plaquettes et la fabrication de pellets pour la sciure.



Les lots en attente de chargement.



Fibois AuRA lance une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage

Par **Denys Bédarride** publié le 03 JUIN 2019 à 14:23

AGENDA

Date de début : **24 JUIN**

Date de fin : **24 JUIN**

Catégories : **Speed dating**

Organisateur : **FiBois AURA**

Lieu :

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63).

Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le [site internet](#)

Les scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, en plein développement

Avec une couverture forestière de 36%, la région Auvergne-Rhône-Alpes dispose d'une ressource indispensable pour les secteurs de la construction, de l'aménagement intérieur, de l'emballage, mais aussi de l'énergie. Le secteur du sciage de bois participe ainsi au maintien et à la création d'emplois sur les territoires, notamment en zone rurale.

Près de **400 scieries** sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes et si certaines sont artisanales, **le secteur tend à s'industrialiser**.

Ces dernières années, elles ont fortement investi dans la **mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels**.

Elles ont ainsi pu gagner en productivité, en qualité de sciage et **développer de nouveaux produits à plus forte valeur ajoutée** (charpente rabotée, montant d'ossature, bardage...). Aujourd'hui les scieries de la région, qui **emploient déjà près de 3 000 salariés**, souhaitent augmenter leurs effectifs mais se heurtent à des **difficultés de recrutement**.

Pourtant, comme en témoigne un chef d'entreprise *"Travailler aujourd'hui en scierie, c'est intégrer durablement une entreprise à taille humaine, dans un secteur en plein développement. C'est aussi être au contact du bois, matériau naturel, renouvelable, recyclable : Le matériau de la transition écologique ! Nos métiers sont ouverts aux hommes*



comme aux femmes, quel que soit le niveau de qualification, et offrent de véritables opportunités d'évolution."

Une formation sur mesure répondant au besoin du secteur

Pour répondre à la demande des scieries, **Fibois AuRA crée une formation** financée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et Pôle emploi. **Élaborée en étroite collaboration avec les entreprises**, afin de répondre à leurs besoins en compétences, **cette formation s'adresse aux demandeurs d'emploi** de la région et assure un **poste pérenne** dans l'une des **13 entreprises impliquées** dans le dispositif.

Les 400 heures de formation sont dispensées au **CFA d'Ambert (63)** ou à l'**École technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01)** et sont complétées par 100 heures de stage en entreprise. Équipés de **simulateur de sciage**, de **lignes de sciage** et d'**outillage dédié à l'affutage**, les centres de formation valorisent la pratique.

Plus de la moitié de la formation se déroulera en atelier au sein des centres de formation et dans les entreprises pour aborder les opérations du parc à grumes et du sciage, le séchage, les différents types d'usinage, l'affutage ainsi que les opérations de maintenance...

Pour **valider l'accès à la formation**, les candidats ont rendez-vous **le 24 juin**, à l'**école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey** ou **le 1er juillet**, au **CFA d'Ambert**, afin de rencontrer les entreprises qui recrutent.

Suite à la présentation de la formation et à la visite du centre, les candidats s'entretiendront avec les représentants des entreprises, lors de **rendez-vous individuels organisés sous forme de speed dating**.

Au total **14 places** se répartissent sur les deux sites de formation offrant tous deux des possibilités d'hébergement. **La formation se déroulera de septembre à décembre 2019** avec la possibilité de réaliser une **période d'immersion** au sein de l'entreprise **en juillet 2019**.

Les stagiaires non indemnisés par Pôle emploi percevront, de la part de la Région, une indemnité pouvant s'élever jusqu'à 650 € par mois. Cette formation est ouverte à toutes les personnes motivées de plus de 18 ans, inscrites à la Mission locale ou à Pôle emploi.

Le rôle du scieur

Son rôle est de **transformer des bois ronds en bois sciés**. Il doit alors **minimiser les pertes** de matière et **valoriser au mieux les différentes qualités du bois**. Les étapes sont donc nombreuses au cours desquelles il évalue la matière disponible et détermine les découpes et débits les plus appropriés.

La plupart des emplois sont issus des TPE-PME où **l'autonomie et la polyvalence** sont des qualités indispensables, et où les **opportunités d'évolution** sont réelles. De plus, les scieries valorisant une ressource locale, il y a une véritable **dimension environnementale dans ce choix de métier**.

468.000 projets de recrutements en Auvergne-Rhône-Alpes : cinq exemples



Selon le nouveau baromètre trimestriel du groupe Adecco, publié ce lundi 3 juin, en exclusivité par Le Parisien, les recrutements devraient atteindre cette année 3,5 millions équivalents temps plein en France (*). L'Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région la plus dynamique en terme de recrutements avec près de 468.000 projets. Quelques exemples :

Le Crédit Agricole Centre France et Wizbii organisent un job dating jeudi 13 juin

Le Crédit Agricole et Wizbii poursuivent leur engagement pour l'emploi des jeunes sur le territoire en 2019 avec l'initiative « 1er Stage, 1er Job » pour permettre aux jeunes de développer leur réseau professionnel et décrocher leurs futurs stages, alternances ou emplois.

Plus de 2.000 embauches de cadres programmées en 2019 en Auvergne

Pour le Crédit Agricole Centre-France, le dispositif 2019 « 1er Stage, 1er Job » est composé de trois jobs dating sur le territoire dont le prochain se déroule à Clermont-Ferrand jeudi 13 juin. Une dizaine d'entreprises de la région à la recherche de jeunes talents en CDD, CDI et alternance seront présentes, dont le Crédit Agricole Centre France. Les secteurs représentés au job dating sont la banque (futurs conseillers clientèle), le conseil (développeurs pôle digital, consultants business intelligence), l'intérim (agents de conditionnement, chargés d'affaires commerciaux).

Pour participer à ce job dating, jeudi 13 juin à Clermont-Ferrand, les candidats doivent obligatoirement s'inscrire (en ligne sur le site de la banque ou romane@wizbii.com ou 06 69 66 94 57).

Les places sont limitées et l'inscription est gratuite. L'adresse sera ensuite communiquée aux candidats sélectionnés.

FiboisAuRA déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage : quatorze places

FiboisAuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage.

Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre et offrira, dès janvier 2020, un emploi durable dans les scieries de la région



aux quatorze stagiaires dans l'une des treize entreprises impliquées dans le dispositif.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans le centre de formation des apprentis d'Ambert le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Ils rencontreront les entreprises des départements lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org.

Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes et si certaines sont artisanales, le secteur tend à s'industrialiser. Elles emploient déjà près de 3.000 salariés, souhaitent augmenter leurs effectifs mais se heurtent à des difficultés de recrutement.



468. 000 projets de recrutements dans le commerce, la construction, le transport et la logistique

Le dynamisme

d'Auvergne-Rhône-Alpes

Selon le nouveau baromètre trimestriel du groupe Adecco, publié lundi, en exclusivité, par Le Parisien, les recrutements devraient atteindre cette année 3, 5 millions équivalents temps plein en France (*). Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région la plus dynamique en terme de recrutements. Quelques exemples.

Le Crédit Agricole Centre France et Wizbii organisent un job dating, jeudi 13 juin, à Clermont-Ferrand. Les secteurs représentés au job dating sont la banque, le conseil et l'intérim. Pour participer, les candidats doivent obligatoirement s'inscrire (06, 69, 66, 94, 57). Les places sont limitées et l'inscription est gratuite. L'adresse sera ensuite communiquée aux candidats sélectionnés.

La filière bois recrute. Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois offrira un emploi durable dans les scieries de la région aux quatorze stagiaires dans l'une des treize

entreprises impliquées dans le dispositif.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans le centre de formation des apprentis d'Ambert le 1^{er} juillet (63).

Randstad recrute des CDI intérimaires, Randstad accélère sur le CDI intérimaire en proposant 939 postes en région

Auvergne-Rhône-Alpes, dont 62 recrutements en Haute-Loire et 68 dans l'Allier, le Cantal et le Puy-de-Dôme. L'accélération des embauches sous ce statut répond à un double enjeu. D'abord satisfaire la demande des entreprises dans chaque bassin d'emploi. Le but est également de fidéliser les salariés intérimaires en leur proposant de véritables parcours de carrière.

O2 Care Services : 30 CDI dans le Puy-de-Dôme. O2 Care Services, spécialisé dans les services à domicile, lance sa campagne de job dating et prévoit le recrutement de 30 CDI dans le Puy-de-Dôme d'ici la fin de l'année 2019. Tous les candidats intéressés pourront se rendre directement dans l'une des agences O2 (à Clermont mais aussi Vichy) jeudi 6 juin, de 10 heures à midi et de 14 heures à 16 heures. Viveris : 50 CDI. Acteur du conseil et de l'ingénierie informatique en France, le groupe Viveris prévoit de recruter 50 nouveaux collaborateurs

en CDI, en Rhône-Alpes et dans la région du sud-est de la France pour accompagner son plan de développement. Plus de 70 % de ces offres s'adressent à des jeunes diplômés, débutants ou ayant moins de trois ans d'expérience, de formation scientifique, informaticiens ou ingénieurs généralistes (bac + 5).

(*) Baptisé « Data emploi et territoires », ce baromètre est le premier à intégrer à la fois les chiffres de l'Acoss, qui gère la trésorerie des branches de la Sécurité sociale, la Caisse nationale du réseau des Urssaf qui comptabilise chaque année les déclarations préalables à l'embauche (26 millions de contrats en 2018), mais aussi ceux de Pôle emploi (enquête « Besoins en main-d'œuvre »), de l'Insee et de l'Observatoire Prism'Emploi. Cécile Bergougnoux cecile.bergougnoux@centrefrance.com ■

EMPLOI ■ 468.000 projets de recrutements dans le commerce, la construction, le transport et la logistique

Le dynamisme d'Auvergne-Rhône-Alpes

Selon le nouveau baromètre du groupe Adecco, 39 % des recrutements cette année se feront en CDI, contre 30 % en CDD, 23 % en intérim et 9 % en stage. Parmi les régions les plus dynamiques, arrivent en tête l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine.

Cécile Bergougnot

cecile.bergougnot@centrofrance.com

Selon le nouveau baromètre trimestriel du groupe Adecco, publié lundi, en exclusivité, par *Le Parisien*, les recrutements devraient atteindre cette année 3,5 millions équivalents temps plein en France (*), Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région la plus dynamique en terme de recrutements. Quelques exemples.

Le Crédit Agricole Centre France et Wizbil organisent un **job dating**, jeudi 13 juin, à **Clermont-Ferrand**. Les secteurs représentés au job dating sont la banque, le conseil et l'intérim. Pour participer, les candidats doivent obligatoirement s'inscrire (06.69.66.94.57). Les places sont limitées et l'inscription est gratuite.



QUATORZE PLACES. Fibois AuRA lance une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. PHOTO D'ILLUSTRATION PASCAL CHAREYRON

L'adresse sera ensuite communiquée aux candidats sélectionnés.

La filière bois recrute. Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des profession-

nels de la filière forêt-bois en région, lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de re-

crutement dans le secteur du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois offrira un emploi durable dans les scie-

ries de la région aux quatorze stagiaires dans l'une des treize entreprises impliquées dans le dispositif.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans le centre de formation des apprentis d'Ambert le 1^{er} juillet (63).

Randstad recrute des CDI intérimaires. Randstad accélère sur le CDI intérimaire en proposant 939 postes en région Auvergne-Rhône-Alpes, dont 62 recrutements en Haute-Loire et 68 dans l'Allier, le Cantal et le Puy-de-Dôme. L'accélération des embauches sous ce statut répond à un double enjeu. D'abord satisfaire la demande des entreprises dans chaque bassin d'emploi. Le but est également de fidéliser les salariés intérimaires en leur proposant de véritables parcours de carrière.

O2 Care Services : 30 CDI dans le Puy-de-Dôme. O2 Care Services, spécialisé dans les services à domicile, lance sa campagne de job dating et prévoit le recrutement de 30 CDI dans le Puy-de-Dôme d'ici la fin de l'année 2019. Tous les

candidats intéressés pourront se rendre directement dans l'une des agences O2 (à Clermont mais aussi Vichy) jeudi 6 juin, de 10 heures à midi et de 14 heures à 16 heures.

Viveris : 50 CDI. Acteur du conseil et de l'ingénierie informatique en France, le groupe Viveris prévoit de recruter 50 nouveaux collaborateurs en CDI, en Rhône-Alpes et dans la région du sud-est de la France pour accompagner son plan de développement. Plus de 70 % de ces offres s'adressent à des jeunes diplômés, débutants ou ayant moins de trois ans d'expérience, de formation scientifique, informatiques ou ingénieurs généralistes (bac +5).

(*) Baptisé « Data emploi et territoires », ce baromètre est le premier à intégrer à la fois les chiffres de l'Acoss, qui gère la trésorerie des branches de la Sécu, la Caisse nationale du réseau des Urssaf qui comprabilise chaque année les déclarations préalables à l'embauche (26 millions de contrats en 2018), mais aussi ceux de Pôle emploi (enquête « Besoins en main-d'œuvre »), de l'Insee et de l'Observatoire Prisme-Emploi.

Pratique. Plus sur laMontagne.fr



La scierie recrute

FORMATION. Sur mesure.
Fibois Auvergne Rhône-Alpes
organise une formation sur mesure
pour répondre au besoin de
main-d'œuvre dans la scierie.
Dédiée aux demandeurs d'emploi,
cette formation rémunérée de quatre
mois se déroulera de septembre
à décembre 2019 et offrira dès
janvier 2020 un emploi durable dans
les scieries de la région aux 14
stagiaires. Les candidats intéressés
ont rendez-vous dans les deux
centres de formation, le 24 juin
à l'École technique du Bois de
Cormaranche-en-Bugey (Ain) ou le
1er juillet au CFA d'Ambert
(Puy-de-Dôme) pour un speed
dating. www.fibois-aura.org | ■

468. 000 projets de recrutements dans le commerce, la construction, le transport et la logistique

Le dynamisme

d'Auvergne-Rhône-Alpes Selon le nouveau baromètre trimestriel du groupe Adecco, publié lundi, en exclusivité, par Le Parisien, les recrutements devraient atteindre cette année 3, 5 millions équivalents temps plein en France (*). Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région la plus dynamique en terme de recrutements. Quelques exemples.

Le Crédit Agricole Centre France et Wizbii organisent un job dating, jeudi 13 juin, à Clermont-Ferrand. Les secteurs représentés au job dating sont la banque, le conseil et l'intérim. Pour participer, les candidats doivent obligatoirement s'inscrire (06, 69, 66, 94, 57). Les places sont limitées et l'inscription est gratuite. L'adresse sera ensuite communiquée aux candidats sélectionnés.

La filière bois recrute. Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois offrira un emploi durable dans les scieries de la région aux quatorze stagiaires dans l'une des treize

entreprises impliquées dans le dispositif.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans le centre de formation des apprentis d'Ambert le 1^{er} juillet (63).

Randstad recrute des CDI intérimaires, Randstad accélère sur le CDI intérimaire en proposant 939 postes en région

Auvergne-Rhône-Alpes, dont 62 recrutements en Haute-Loire et 68 dans l'Allier, le Cantal et le Puy-de-Dôme. L'accélération des embauches sous ce statut répond à un double enjeu. D'abord satisfaire la demande des entreprises dans chaque bassin d'emploi. Le but est également de fidéliser les salariés intérimaires en leur proposant de véritables parcours de carrière.

O2 Care Services : 30 CDI dans le Puy-de-Dôme. O2 Care Services, spécialisé dans les services à domicile, lance sa campagne de job dating et prévoit le recrutement de 30 CDI dans le Puy-de-Dôme d'ici la fin de l'année 2019. Tous les candidats intéressés pourront se rendre directement dans l'une des agences O2 (à Clermont mais aussi Vichy) jeudi 6 juin, de 10 heures à midi et de 14 heures à 16 heures. Viveris : 50 CDI. Acteur du conseil et de l'ingénierie informatique en France, le groupe Viveris prévoit de recruter 50 nouveaux collaborateurs

en CDI, en Rhône-Alpes et dans la région du sud-est de la France pour accompagner son plan de développement. Plus de 70 % de ces offres s'adressent à des jeunes diplômés, débutants ou ayant moins de trois ans d'expérience, de formation scientifique, informaticiens ou ingénieurs généralistes (bac + 5).

(*) Baptisé « Data emploi et territoires », ce baromètre est le premier à intégrer à la fois les chiffres de l'Acoss, qui gère la trésorerie des branches de la Sécu, la Caisse nationale du réseau des Urssaf qui comptabilise chaque année les déclarations préalables à l'embauche (26 millions de contrats en 2018), mais aussi ceux de Pôle emploi (enquête « Besoins en main-d'œuvre »), de l'Insee et de l'Observatoire Prism'Emploi. Cécile Bergougnoux cecile.bergougnoux@centrefrance.com ■



Formation aux métiers du sciage

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois Aura, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires. Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). www.fibois-aura.org ■





La filière scierie recrute

Quatorze stagiaires seront employés et rémunérés de septembre à décembre 2019 via la formation de scieur lancée par Fibois Aura, financée par la région Auvergne-Rhône-Alpes. Elle sera suivie d'un emploi durable dans treize scieries de la région pré-sélectionnées. Les recrutements se feront dans les centres de formation le 24 juin à l'école technique du bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme seront présentes. ■



UNE FORMATION RÉMUNÉRÉE DE 4 MOIS

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée (jusqu'à 650€/mois) de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires. Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin

à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org. ■



Auvergne-Rhône-Alpes Trois projets de bâtiments en bois local

Dans le cadre du projet européen CaSCo (Carbon Smart Communities), Fibois 42, en partenariat avec Fibois Auvergne-Rhône-Alpes, a organisé une revue de projets de bâtiments en bois local mercredi 22 mai.

Le projet CaSCo, qui rassemble des partenaires de l'ensemble de l'arc alpin (Slovénie, Italie, Autriche, Allemagne, France) vise à valoriser l'utilisation du bois régional bas carbone dans la construction.

Les revues de projets sont portées par Auvergne-Rhône-Alpes énergie environnement, et Ville et aménagement durable, et ont pour objectif à la fois d'améliorer les projets qui s'inscrivent dans cette démarche, de valoriser les projets durables du territoire et leurs acteurs, et enfin de faire progresser l'ensemble des acteurs de la région par une démarche collaborative et transdisciplinaire. Cet événement

a regroupé une trentaine de participants, trois projets ligériens en cours de réalisation ayant été présentés par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, et les entreprises de construction bois. Parmi eux figurait l'opération de 34 logements (24 collectifs, 10 individuels) du lotissement La Madeleine, à Montbrison, avec la participation de l'entreprise de charpente Lignatech et la mise en œuvre de 320 m³ de bois local certifié «Bois des territoires du Massif central», l'extension de la MFR du Parc, à Montbrison, avec la participation de l'entreprise de charpente Les Garçons du bois, et la mise en œuvre de 80 m³ de bois local, le bois massif provenant notamment d'une scierie située à seulement 20 km du lieu du projet, et enfin la cantine scolaire de Saint-Genest-Lerpt, avec la participation de l'entreprise de charpente JB Massardier et la mise en œuvre de 64 m³ de sapin massif en provenance du Pilat.



Cantine scolaire à Saint-Genest Lerpt – architecte : Hiatus Atelier.



Auvergne-Rhône-Alpes Journée filière forêt bois

21 juin

Fibois Ardèche Drôme, en partenariat avec le département de la Drôme, la mairie de Saint-Laurent-

en-Royans, et les entreprises Transports Achard, Barraquand SAS, Vercors bois, Faisan Sébastien et Ets Thorez, organise à l'occasion de son assemblée générale une journée filière forêt bois, le 21 juin prochain à Saint-Laurent-en-Royans (26).

Quatre temps forts rythmeront la matinée :

- 9 heures : assemblée générale de Fibois Ardèche Drôme ;

- 10h30 : découverte des entreprises de la zone d'activités de Saint-Laurent-en-Royans ;

- 12 heures : Lancement officiel du Plan filière forêt bois du département de la Drôme 2018 - 2022 par Marie-Pierre Mouton, présidente du conseil départemental de la Drôme, et Christian Morin, vice-président, en charge de la filière forêt / bois ;

- 12h30 : inauguration de l'investissement logistique pour l'approvisionnement en granulés de la SAS Barraquand / Eco Bois Énergie.

L'après-midi sera dédiée à des visites libres des différentes entreprises, ainsi qu'à celle de la bibliothèque-ludothèque en bois des Alpes et de sa chaufferie bois, et par ailleurs à la démonstration de travaux forestiers.

Renseignements :

contact@fibois.com



Auvergne-Rhône-Alpes

Conférence autour des jeunes du travail

18 juin

Le mardi 18 juin, à l'occasion de son assemblée générale, Fibois Auvergne-Rhône-Alpes organise à Montrond-les-Bains (42) une conférence sur le rapport des jeunes générations au travail. Elle consistera en deux heures d'échanges et d'interactions animés par Julien Estier, conférencier et formateur, pour permettre de mieux comprendre les jeunes et apporter des solutions concrètes aux entreprises pour les recruter et les fidéliser. L'assemblée générale aura lieu à 14 heures et permettra de confronter les attentes de chacun au contrat de filière 2019-2022.

A 17 heures, la conférence «Les jeunes au travail : c'était mieux avant ! Ou pas...» s'appuiera sur des témoignages de chefs d'entreprise et de jeunes, futurs salariés bûcherons, menuisiers, charpentiers, pour permettre de mieux comprendre, recruter et fidéliser ceux qui représenteront, à l'horizon 2025, plus de 75% des actifs dans le monde.

• **Contact :**

b.muller@fibois-aura.org



FIBOIS LANCE UN APPEL À FORMATION

Afin de répondre aux difficultés de recrutement de la filière bois, Fibois Aura – son représentant au niveau régional – lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins dans le secteur du sciage. Dédicée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région

aux 14 stagiaires. Les candidats ont rendez-vous dans deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormarancheen-Bugey (01), ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Le recrutement se fera sous forme de speed dating. Informations complémentaires : www.fibois-aura.org. ■

La filière bois recrute : une formation est organisée à Ambert avec CDI à la clé



Depuis près de deux ans, les entreprises de la filière bois d'Auvergne ont les carnets de commande plutôt bien remplis et peinent à recruter.

Le constat est dressé par Frédéric Castaings, responsable du Pôle Auvergne de Fibois, association qui représente les professionnels (ex-Promobois) toujours basé à Lempdes.

468.000 projets de recrutements en Auvergne-Rhône-Alpes : six exemples

Il précise même que, selon la dernière enquête de besoins de main-d'œuvre, les métiers en tension se situent plus dans les secteurs de l'amont forestier (bûcheron, scierie...) que sur l'aval (menuiserie, charpente...).

1.000 postes par an

L'Auvergne compte environ 150 scieries, elles sont susceptibles de recruter près de 1.000 personnes par an. Jusque-là, la filière menait un gros travail auprès des collégiens, « dans les classes de 5e et 4e pour promouvoir les métiers du bois et présenter les filières de formation en apprentissage ».

Mais ce n'est plus suffisant. Image vieillotte des métiers, manque d'information auprès des filles peu représentées... Le travail est engagé « pour montrer la modernité de nos métiers, la possibilité d'évolution de carrière ».



Une formation aux métiers du sciage : sept places...

Mais en attendant, pour faire face, pour la première fois, Fibois, en partenariat avec la Région et Pôle emploi, met en place un dispositif de formation aux métiers du sciage.

« Cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre. Avec pour objectif d’offrir, dès janvier, un emploi durable dans les scieries de la région », explicite Frédéric Castaings.

Il y a sept places.

... avec CDI à la clé dans deux scieries du Puy-de-Dôme et deux en Haute-Loire

Les postes se situent dans quatre scieries auvergnates, deux dans le Puy-de-Dôme et deux en Haute-Loire. Elles proposent des postes de suivi de production, d’opérateur de ligne de sciage, d’agent polyvalent...



Pas de diplômes exigés mais de la motivation

Les profils ? « Des personnes motivées », répond Frédéric Castaings. Pas d’exigence de diplôme. « Il peut s’agir de jeunes comme de gens en reconversion professionnelle. Nous nous adressons autant aux hommes qu’aux femmes ».



Une formation au CFA d'Ambert, rendez-vous le 14 juin et le 1er juillet

La formation se déroulera au Centre de formation des apprentis à Ambert. Une première réunion publique est organisée vendredi 14 juin, à 9 h 30. Un speed dating aura ensuite lieu le 1er juillet après-midi.

Les candidats pourront rencontrer les chefs d'entreprise des scieries. Il y aura une sélection.

Les besoins sont tels que « s'il y a des personnes qui ont des soucis de transport pour venir à Ambert mais qui habitent à proximité des scieries susceptibles de les recruter par la suite, nous pouvons réfléchir à des solutions », envisage même le responsable du Pôle Auvergne de Fibois. N'hésitez donc pas à vous renseigner.

Une autre formation à l'école technique du bois de Cormaranche-en-Bugey, dans l'Ain

D'autant qu'une formation est mise en place également côté Rhône-Alpes et que les candidatures peuvent être croisées. Celle-ci se déroule à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey, dans l'Ain.

Entièrement financées dans le cadre du dispositif régional Cared (contrat d'aide et de retour à l'emploi durable), ces formations sont dédiées aux demandeurs d'emploi. Mais les besoins de recrutement sont tels qu'il ne faut pas, là encore, hésiter à se renseigner.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org

Cécile Bergougnoux



Une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage

FiboisAuRA lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. **FiboisAuRA** propose un dispositif de formation de 4 mois aux métiers du sciage pour 14 stagiaires. ©Naturpuur (CC BY 4.0)

Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, **FiboisAuRA** déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires. Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formations, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01) ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site internet www.fibois-aura.org

ABONNEZ-VOUS

ANNONCEZ DANS ENVISCOPE ENVISCOPE REALISE VOTRE CONTENU VIDEO

ENVISCOPE REALISE VOTRE CONTENU REDACTIONNEL ENVISCOPE ANIME VOS EVENEMENTS FORMATIONS

1800ForBail 2019 – Tous droits réservés – Mentions légales – Réalisé avec par Pilot'In

RECRUTEMENT ■ Pour la première fois, Fibois organise un dispositif de formation aux métiers du sciage

La filière bois cherche de la main-d'œuvre

Les entreprises de la filière bois d'Auvergne ont de plus en plus de mal à recruter. Elles recherchent des profils qualifiés, mais aussi non qualifiés. Une formation avec CDI à la clé est mise en place pour la première fois.

Cécile Bergougnoux
c.bergougnoux@centrefinca.com

Depuis près de deux ans, les entreprises de la filière bois d'Auvergne ont les carnets de commande plutôt bien remplis et peinent à recruter. Le constat est dressé par Frédéric Castalings, responsable du Pôle Auvergne de Fibois, association qui représente les professionnels (ex-Promobois) toujours basé à Lempdes. Il précise même que, selon la dernière enquête de besoins de main-d'œuvre, les métiers en tension se situent plus dans les secteurs de l'amont forestier (bûcheron, scierie...) que sur l'aval (menuiserie, charpente...).

1.000 postes par an

L'Auvergne compte environ 150 scieries, elles sont susceptibles de recruter près de 1.000 personnes par an. Jusque-là, la filière



EMPLOI. Quatre scieries d'Auvergne recrutent six personnes. Une formation est mise en place à Ambert. Première réunion d'information vendredi et speed dating le 1^{er} juillet. ARCHIVES LA MONTAGNE.

menaît un gros travail auprès des collégiens, « dans les classes de 5^e et 4^e pour promouvoir les métiers du bois et présenter les filières de formation en apprentissage ».

Mais ce n'est plus suffisant. Image vieillotte des métiers, manque d'information auprès des filles peu représentées... Le travail est engagé « pour

montrer la modernité de nos métiers, la possibilité d'évolution de carrière ».

Mais en attendant, pour faire face, pour la première fois, Fibois, en partenariat avec la Région et Pôle emploi, met en place un dispositif de formation aux métiers du sciage.

« Cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à

décembre. Avec pour objectif d'offrir, dès janvier, un emploi durable dans les scieries de la région », explicite Frédéric Castalings. Il y a six places.

Les postes se situent dans quatre scieries auvergnates, deux dans le Puy-de-Dôme et deux en Haute-Loire. Elles proposent des postes de suivi de production, d'opérateur

de ligne de sciage, d'agent polyvalent... Les profils ? « Des personnes motivées », répond Frédéric Castalings. Pas d'exigence de diplôme. « Il peut s'agir de jeunes comme de gens en reconversion professionnelle. Nous nous adressons autant aux hommes qu'aux femmes ».

Une formation au CFA d'Ambert

La formation se déroule au Centre de formation des apprentis à Ambert. Une première réunion publique est organisée demain, vendredi 14 juin, à 9 h 30. Un speed dating aura ensuite lieu le 1^{er} juillet après-midi. « Les candidats pourront rencontrer les chefs d'entreprise des scieries, il y aura une sélection ».

Les besoins sont tels que « s'il y a des personnes qui ont des soucis de transport pour venir à Ambert mais qui habitent à proximité des scieries susceptibles de les recruter par la suite, nous pouvons réfléchir à des solutions », envisage même le responsable du Pôle Auvergne de Fibois. N'hésitez donc pas à vous renseigner. D'autant qu'une formation est mise en place éga-

lement côté Rhône-Alpes et que les candidatures peuvent être croisées. Celle-ci se déroule à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey, dans l'Ain.

Entièrement financées dans le cadre du dispositif régional Cared (contrat d'aide et de retour à l'emploi durable), ces formations sont dédiées aux demandeurs d'emploi. Mais les besoins de recrutement sont tels qu'il ne faut pas, là encore, hésiter à se renseigner. ■

Pratique. Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site www.fibois-aura.org.

Enjeux

Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes. Si certaines sont artisanales, le secteur tend à s'industrialiser. Les entreprises ont fortement investi dans la mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels.



Pour la première fois, Fibois organise un dispositif de formation aux métiers du sciage

La filière bois cherche de la main-d'oeuvre

Depuis près de deux ans, les entreprises de la filière bois d'Auvergne ont les carnets de commande plutôt bien remplis et peinent à recruter. Le constat est dressé par Frédéric Castaings, responsable du Pôle Auvergne de Fibois, association qui représente les professionnels (ex-Promobois) toujours basé à Lempdes. Il précise même que, selon la dernière enquête de besoins de main-d'oeuvre, les métiers en tension se situent plus dans les secteurs de l'amont forestier (bûcheron, scierie) que sur l'aval (menuiserie, charpente).

L'Auvergne compte environ 150 scieries, elles sont susceptibles de recruter près 1.000 personnes par an. Jusque-là, la filière menait un gros travail auprès des collégiens, « dans les classes de 5^e et 4^e pour promouvoir les métiers du bois et présenter les filières de formation en apprentissage ».

Mais ce n'est plus suffisant. Image vieillotte des métiers, manque d'information auprès des filles peu représentées. Le travail est engagé « pour montrer la modernité de nos métiers, la possibilité d'évolution de carrière ».

Mais en attendant, pour faire face, pour la première fois, Fibois, en partenariat avec la Région et Pôle emploi, met en place un dispositif de formation aux métiers du sciage.

« Cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre. Avec pour objectif d'offrir, dès janvier, un emploi durable dans les scieries de la région », explicite Frédéric Castaings. Il y a six places.

Les postes se situent dans quatre scieries auvergnates, deux dans le Puy-de-Dôme et deux en Haute-Loire. Elles proposent des postes de suivi de production, d'opérateur de ligne de sciage, d'agent polyvalent. Les profils ?

« Des personnes motivées », répond Frédéric Castaings. Pas d'exigence de diplôme. « Il peut s'agir de jeunes comme de gens en reconversion professionnelle. Nous nous adressons autant aux hommes qu'aux femmes ».

La formation se déroule au Centre de formation des apprentis à Ambert. Un speed dating aura lieu le 1^{er} juillet après-midi. « Les candidats pourront rencontrer les chefs d'entreprise des scieries. Il y aura une sélection ».

Les besoins sont tels que « s'il y a des personnes qui ont des soucis de transport pour venir à Ambert mais qui habitent à proximité des scieries susceptibles de les recruter par la suite, nous pouvons réfléchir à des solutions », envisage même le responsable du Pôle Auvergne de Fibois. N'hésitez donc pas à vous renseigner. D'autant qu'une formation est mise en place

également côté Rhône-Alpes et que les candidatures peuvent être croisées. Celle-ci se déroule à l'école technique du Bois de Commaranche-en-Bugey, dans l'Ain. Entièrement financées dans le cadre du dispositif régional Cared (contrat d'aide et de retour à l'emploi durable), ces formations sont dédiées aux demandeurs d'emploi.

Mais les besoins de recrutement sont tels qu'il ne faut pas, là encore, hésiter à se renseigner.

Pratique. Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle emploi et sur le site www.fibois-aura.org.

Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes. Si certaines sont artisanales, le secteur tend à s'industrialiser. Les entreprises ont fortement investi dans la mécanisation,

l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels.

Cécile Bergounoux cecile.bergounoux@centrefrance.com ■



FIBOIS LANCE UN APPEL À FORMATION

Afin de répondre aux difficultés de recrutement de la filière bois, Fibois Aura – son représentant au niveau régional – lance, avec le soutien de la Région et de Pôle emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins dans le secteur du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région

aux 14 stagiaires. Les candidats ont rendez-vous dans deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du Bois de Cormaranche-en-Bugey (01), ou le 1er juillet au CFA d'Ambert (63). Le recrutement se fera sous forme de speed dating.

Informations complémentaires :
www.fibois-aura.org. ■



Une nouvelle formation aux métiers du sciage

FILIERE BOIS

Fibois AuRA lance, avec le soutien de la Région et de Pôle Emploi, une formation sur mesure pour répondre aux besoins de recrutement dans le secteur du sciage. Pour répondre aux difficultés de recrutement des scieries d'Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois AuRA, qui représente l'ensemble des professionnels de la filière forêt-bois en région, déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage. Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de 4 mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira dès janvier 2020 un emploi durable dans les scieries de la région aux 14 stagiaires.

Les candidats intéressés ont rendez-vous dans les deux centres de formation, le 24 juin à l'école technique du bois de Comaranche-en-Bugey dans l'Ain, ou le 1er juillet au CFA d'Ambert dans le Puy-de-Dôme. Ils rencontreront les entreprises des départements de l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, lors d'une séance de recrutement organisée sous forme de speed dating. Pour toute information complémentaire, rendez-vous dans les agences Pôle Emploi et sur le site Internet www.fibois-aura.org.

400 SCIERIES EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Près de 400 scieries sont installées en Auvergne-Rhône-Alpes, et si certaines sont artisanales, le secteur

tend à s'industrialiser.

Ces dernières années, elles ont fortement investi dans la mécanisation, l'automatisation et la numérisation afin de moderniser leurs métiers et leurs procédés industriels. Elles ont ainsi pu gagner en productivité, en qualité de sciage et développer de nouveaux produits à plus forte valeur ajoutée (charpente rabotée, montant d'ossature, bardage...) Aujourd'hui, les scieries de la région, qui emploient déjà près de 3 000 salariés, souhaitent augmenter leurs effectifs, mais se heurtent à des difficultés de recrutement.

Pour répondre à la demande des scieries, Fibois AuRA a créé cette formation financée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et Pôle emploi. Élaborée en étroite collaboration avec les entreprises, afin de répondre à leurs besoins en compétences, elle s'adresse aux demandeurs d'emploi de la région et assure un poste pérenne dans l'une des 13 entreprises impliquées dans le dispositif. Les 400 heures de formation sont dispensées au CFA d'Ambert (63) ou à l'École technique du bois de Comaranche-en-Bugey (01) et sont complétées par 100 heures de stage en entreprise.

Équipés de simulateur de sciage, de lignes de sciage et d'outillage dédié à l'affûtage, les centres de formation valorisent la pratique. Plus de la moitié de la formation se déroulera en atelier au sein des centres de formation et dans les entreprises

pour aborder les opérations du parc à grumes et du sciage, le séchage, les différents types d'usinage, l'affûtage ainsi que les opérations de maintenance... Pour valider l'accès à la formation, les candidats ont rendez-vous le 24 juin, à l'École technique du bois de Comaranche-en-Bugey ou le 1er juillet, au CFA d'Ambert, afin de rencontrer les entreprises qui recrutent. Au total, 14 places se répartissent sur les deux sites de formation offrant tous deux des possibilités d'hébergement. La formation se déroulera de septembre à décembre 2019 avec la possibilité de réaliser une période d'immersion au sein de l'entreprise en juillet 2019.

Les stagiaires non indemnisés par Pôle Emploi percevront, de la part de la Région, une indemnité pouvant s'élever jusqu'à 650 € par mois. Cette formation est ouverte à toutes les personnes motivées de plus de 18 ans, inscrites à la Mission locale ou à Pôle Emploi. ■

Agenda

Fibois Aura

Mardi 18 juin est organisée à Montrond-les-Bains l'assemblée générale de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. Elle sera suivie d'une conférence sur le thème « *Les jeunes au travail : c'était mieux avant ! ou pas...* ».



Fibois 01 propose une formation suivie d'embauches

CORMARANCHE-EN-BUGEY

Une nouvelle formation rémunérée aux métiers du sciage s'ouvre à Fibois 01. Cette dernière, de quatre mois, est réservée aux demandeurs d'emploi.

Pour répondre à la demande des scieries de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Fibois 01 vient de créer une formation financée par la Région, en étroite collaboration avec des entreprises de l'Ain, de l'Isère, de la Drôme, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme.

UNE FORMATION RÉMUNÉRÉE DE QUATRE MOIS

Cette formation de 400 h (et trois semaines en entreprise) aura lieu de septembre à décembre 2019. Elle propose les formations suivantes : pilote de scierie, opérateur polyvalent de scierie, et mécanicien affûteur. Elle assure un emploi pérenne, dans l'une des 13 entreprises participant à l'opération. 14 candidats seront recrutés, sept seront formés à l'école technique du bois de Cormaranche, et les sept autres à Ambert (63). Cette formation comprend les opérations de parc à grumes, de sciage, d'affûtage, une formation pont roulant, BZH grue, Cacès 9 (R 372). Le pilote de scierie dans sa cabine

. Photo : DR

Plusieurs formations aux métiers de la scierie sont proposées

. Photo : DR QUI PEUT PROFITER DE CETTE FORMATION ?

Pour rejoindre cette formation, il faut être inscrit à Pôle Emploi, ou à la Mission locale, être âgé de 18 ans. Cette formation a pour but d'aider les scieries qui peinent à recruter. Les jeunes doivent avoir des capacités de travail en équipe dans un environnement industriel (machines, ligne de production...).

ET À QUEL PRIX ?

Les frais pédagogiques sont entièrement pris en charge par la Région. La formation est indemnisée par Pôle Emploi ou LA Région. La rémunération à l'issue de la formation sera variable selon l'entreprise.

Contact Valérie Chevallon Fibois.
E-mail : v.chevallon@fibois01.org.
Tél. 06 80 03 42 13. ■



Agenda

18 JUIN – MONTROND-LES-BAINS

→ **“La conférence qui décoiffe” :**

conférence interactive et pédagogique
sur le management des jeunes
générations organisée par Fibois AuRA.
www.fibois-aura.org



Bois to Business version bois énergie

FiboisAuRA organise avec l'appui du Comité Stratégique Bois Energie et en collaboration avec l'ADUHME et CBQ+, les 3èmes rencontres d'affaires Bois to Business "Bois Énergie", le 11 juillet 2019. Elles seront précédées de la visite de l'ECLA - Energie Clermont-Ferrand Avenir - la chaufferie bois du réseau de chaleur qui alimente plusieurs quartiers de la ville de Clermont-Ferrand. Ce rendez-vous sera aussi l'occasion de découvrir la certification Chaleur Bois Qualité+ qui permet de structurer la filière Bois Energie autour d'un combustible et un service de qualité ; et d'adhérer au CSBE, espace d'échange, de partage, de travail et de co-construction entre les acteurs de l'amont (production) et de l'aval (consommation).

crédit photo : Bois to Business

Bois to Business applique le principe du speed-dating.

A 16h00, à la Maison de la Forêt et du Bois (10, allée des Eaux et Forêts - 63 370 Lempdes) se tiendront les rencontres d'affaires « Bois Energie ». Le principe, basé sur celui du speed-dating, est aussi simple qu'efficace : il s'agit de rencontres brèves par petits groupes de 4 personnes. A tour de rôle, tous les participants disposent de 3 minutes pour se présenter et donner envie de prolonger cette prise de contact. Les présentations faites, un moment convivial autour d'une collation permettra de poursuivre les premiers échanges et d'ouvrir les agendas. (20/06/2019)
www.boistobusiness.com



LOIRE EMPLOI

1 500 offres d'emploi disponibles dans la filière bois

Fibois Auvergne Rhône-Alpes proposait aux acteurs de la filière bois des solutions pour attirer des jeunes dans leurs entreprises. La problématique récurrente pour l'ensemble des métiers du secteur reste de trouver des jeunes intéressés par les offres d'emploi proposées. Fibois 42 est une association départementale de professionnels qui se sont associés pour développer la filière bois dans la Loire. Elle fédère aujourd'hui 150 adhérents : des professionnels de l'amont à l'aval de la filière. On retrouve des entreprises et des emplois, autant en zone rurale qu'en zone urbaine. Les entreprises de la filière bois ligérienne sont principalement de PME et TPE. La construction domine la filière, avec 2 600 emplois, soit 40 % de l'ensemble. Viennent ensuite l'ameublement et la distribution (un millier d'emplois chacun), puis la seconde transformation, la forêt et la scierie. Lors d'une enquête, un constat s'est imposé, « 90 % des entreprises de la filière ont des difficultés pour embaucher ».

Des entreprises « à taille humaine » « La filière bois génère de l'emploi localement, 1 500 postes sont proposés actuellement au niveau de la région », annonce Jean-François Chorain, nouveau président de Fibois 42. Il témoigne encore : « Travailler aujourd'hui en scierie, c'est intégrer une entreprise à taille humaine, dans un secteur en plein développement. C'est aussi être au contact du bois, matériau naturel, renouvelable, recyclable : le matériau de la transition écologique ! Nos métiers sont ouverts aux hommes comme aux femmes, quel que soit le niveau de qualification, et offrent de véritables opportunités d'évolution ». Mais pour Jean-François Chorain, « chez les jeunes, il y a une méconnaissance complète de nos métiers. Le premier frein est de faire comprendre aux gens qu'une forêt ça se cultive. Prélever des arbres de façon raisonnable reste une pratique de bonne santé de la forêt ». Il poursuit, « l'autre problème vient de nous entrepreneurs. On ne sait pas assez se faire connaître. Il faut

que l'on aille les voir dans les collèges, les lycées ». Pour répondre à ces difficultés, Fibois AuRA déploie pour la première fois un dispositif de formation aux métiers du sciage.

Dédiée aux demandeurs d'emploi, cette formation rémunérée de quatre mois se déroulera de septembre à décembre 2019 et offrira, dès janvier 2020, un emploi durable dans treize des scieries de la région aux quatorze stagiaires. Un dispositif financé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et Pôle Emploi.

Pour obtenir plus d'information sur les métiers de la scierie et la formation proposée, contacter Fibois AuRA, Bénédicte Muller au 04. 72. 56. 36. 53 et sur [b. muller@fibois-aura.org](mailto:muller@fibois-aura.org) ■



Auvergne-Rhône-Alpes Loire : simulation d'intervention des pompiers sur un chantier forestier en zone blanche

L'association départementale des Entrepreneurs de travaux forestiers de la Loire organisait le vendredi 7 juin, en partenariat avec Fibois 42 et le SDIS 42, un exercice en forêt dont l'objectif visait à simuler une intervention dans le cadre d'un accident survenu sur un chantier forestier. Le scénario consistait à retrouver un ETF accidenté en zone blanche sur un chantier situé dans la vallée de Chorsin, entre les communes de Sauvain et de Saint-Bonnet-le-Courreau. Un de ses collègues donnait l'alerte à la mi-journée ne le voyant pas arriver pour déjeuner comme prévu initialement. «L'appel a été réceptionné au centre de Saint-Etienne, puis renvoyé vers la caserne de Chalmazel, qui a déployé



trois véhicules (une ambulance et deux véhicules légers), et appelé en renfort une équipe de Saint-Georges-en-Couzan, une autre de Montbrison, ainsi qu'une équipe technique cynophile pour aider à la recherche de la victime», explique Fibois 42. «La victime a finalement été retrouvée dans un délai plutôt court, une heure après l'alerte». Une heure aura ensuite été nécessaire aux pompiers pour prendre en charge l'ETF souffrant d'une fracture du fémur avant de l'évacuer. Les intervenants précisent qu'en cas de véritable accident, l'hélicoptère aurait été sollicité pour l'évacuation. L'exercice aura aussi été l'occasion pour l'équipe cynophile de faire travailler un de ses chiens. Dans des conditions rendues difficiles par la pluie, l'animal a su retrouver la victime en 20 minutes, alors même qu'elle avait déjà pu être prise en charge par les pompiers. Une quinzaine de bûcherons, quelques propriétaires forestiers, scieurs et acheteurs ont assisté à cette opération. À l'heure du débriefing à la caserne de Saint-Georges-en-Couzan, plusieurs enseignements à tirer pour les ETF ont été mis en exergue : l'importance de bien communiquer la localisation précise du chantier ; le rôle central du panneau et de la signalétique sur place pour identifier clairement le site ; si la victime est consciente, la possibilité d'avoir un sifflet autour du cou pour orienter les secours ; ou encore l'intérêt des vêtements fluorescents pour assurer une visibilité de l'ETF en forêt, que ce soit pour les secours à terre, mais aussi en cas de recherche par hélicoptère. Fibois 42 précise que ces différentes conclusions seront partagées au niveau régional dans le cadre d'une action collective sur la sécurité des ETF lors des chantiers forestiers. L'interprofession ajoute que d'autres manœuvres entre les ETF de la Loire, le SDIS 42 et Fibois 42 sont appelées à être reconduites sur d'autres massifs, afin de tester d'autres scénarios.

Agenda

Auvergne-Rhône-Alpes

Vernissage d'une œuvre de street-art sur façade bois

25 juin

Dans le cadre d'un partenariat original, Space Junk, organisateur du Street Art Fest Grenoble Alpes et Fibois Isère, interprofession du bois, avec la Ville de Grenoble, organisent le mardi 25 juin prochain à 17 heures devant la crèche du Jardin de Ville à Grenoble, le vernissage d'une œuvre de street-art sur façade bois, en présence du maire de Grenoble Éric Piolle et de Françoise Audinos, vice-présidente de Grenoble Alpes Métropole. Cette fresque réalisée par une technique originale de ponçage sur bois (street poncing) est une première en France. Cette performance est proposée par Les Pinceaux Verts

d'Antoine (LPVDA), street-artiste Suisse, autodidacte, qui a échangé ses bombes de peintures contre une ponceuse et un chalumeau, le nécessaire pour réinventer les façades en bois : *«Ma philosophie dans cette démarche artistique est de redonner âme et vie à de vieilles parois, brûlées par le soleil et ternies par l'âge et les intempéries.»* Pour la filière bois, la réalisation de cette œuvre intervient après la publication d'un guide *«Ça va barder !»* réalisé courant 2018 par Fibois Isère, pour sensibiliser les maîtres d'œuvres et d'ouvrages à la mise en œuvre du bois en façade et son grisonnement. En effet, le matériau bois est un matériau vivant dont la couleur évolue au cours de sa vie sans que cela n'altère pour autant ses caractéristiques mécaniques et physiques.

Cette œuvre est l'occasion pour cet artiste, pour le Street Art Fest, et bien sûr pour la filière forêt-bois

de mettre en valeur le bois en façade, d'interroger sur sa présence en ville. Au-delà, une vidéo de Fibois réalisée pour l'occasion invitera à porter le regard au-delà des planches, sur des hommes et femmes passionnés qui travaillent ce matériau local extraordinaire et font vivre cette filière en Isère.

On notera qu'Antoine LPVDA réalise sa fresque sur la façade de la crèche du Jardin de Ville à Grenoble du 12 au 25 juin.

• **Contact : Fibois Isère,**

13 rue Billerey

38000 Grenoble

04 76 46 51 44 / 06 26 28 14 94

g.solan@fibois38.org

www.streetartfest.org/artiste/lpvda/

Auvergne-Rhône-Alpes
**Formations scierie
à l'École technique
du bois de
Cormaranche-en-Bugey**

Du 1^{er} au 5 juillet

L'École technique du bois de Cormaranche-en-Bugey propose du 1^{er} au 5 juillet deux formations distinctes :

- soit conduite de ligne de sciage : conduite de scie à ruban en réel et sur simulateur ;
- soit affûtage : circulaire (pastillage, tensionnage et planage) et ruban (planage, dressage, écrasage, tensionnage et rectification), soudure, réglage machine et mécanique.

Renseignements :

ecoletechniquedubois01@gmail.com

tél. 04 74 35 26 68.

LES SCIERIES DE L'AIN RECRUTENT !



Pilote de scie, opérateur polyvalent de scierie ou encore mécanicien affûteur : ces noms de métiers ne vous disent peut-être rien. Pourtant, ils ont besoin de bras !

Selon **une étude menée** par la



Fédération Interprofessionnelle du Bois Auvergne-Rhône-Alpes en octobre dernier, 110 postes étaient à pourvoir immédiatement dans la région, dont 40 dans le département de l'Ain.

Une formation lancée à la rentrée

Pour aider les entreprises à trouver des candidats, la **FIBoisAuRA**, avec le soutien de Pôle emploi et de la Région, a décidé de lancer une **formation en 4 mois**. Elle débutera à la rentrée et s'adresse aux **demandeurs d'emploi**. La formation se déroulera à



l'Ecole technique du bois de Cormaranche-en-Bugey. Elle doit déboucher sur un emploi. Sept places sont disponibles dans l'Ain.

Les *a priori* sur ces métiers sont encore nombreux et les métiers peu connus. *"On imagine le sciage à l'ancienne, très manuel, très physique, mais en fait pas du tout"*, explique Valérie Chevallon, directrice de la Fédération Interprofessionnelle du Bois dans l'Ain.

"Aujourd'hui, les scieries sont des structures de type industriel, la plupart des tâches sont automatisées, ce sont des métiers très techniques et bien rémunérés", ajoute-t-elle.

Un speed-dating entre les entreprises partenaires et les candidats intéressés par la formation est organisé **ce lundi 24 juin** à 10 heures dans les locaux de l'Ecole technique du bois de Cormaranche-en-Bugey. Uniquement sur rendez-vous.

Mais si vous êtes vraiment intéressés par la formation ou par les métiers de la scierie, vous pouvez contacter



la fibois de l'Ain.



FIBOIS AUVERGNE-RHÔNE-ALPES A TENU MARDI 18 JUIN SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AUX FORÉZIALES À MONTROND-LES-BAINS (LOIRE), DANS UN BEAU BÂTIMENT OSSATURE BOIS. L'OCCASION DE DRESSER LE PREMIER BILAN DES ACTIVITÉS DE L'INTERPROFESSION FUSIONNÉE À L'ÉCHELLE DE LA NOUVELLE RÉGION.

“ Le développement des marchés du bois, une priorité ”

DB
Jean Gilbert, président de Fibois Aura.
« Les équipes ont été opérationnelles dès les premiers jours de 2018 », s'est félicité Jean Gilbert. La fusion de Fibra et d'Auvergne Promobois en une seule structure – de 600 entreprises adhérentes – se révèle une pleine réussite pour le président de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. « Et pour plus de lisibilité, les interprofessions ont toutes adopté le nom de Fibois et la même charte graphique », précise-t-il. Pour autant, l'objectif de la fusion n'est pas de centraliser. « Il était important pour nous de conserver une animation de proximité au plus proche des entreprises et des territoires. Afin d'apporter des services équivalents, nous avons renforcé le pôle de Lempdes et initié des comités territoriaux ». Cette réorganisation administrative est au service d'une stratégie : le meilleur accompagnement des acteurs de la filière, de l'amont à l'aval. Le rapport d'activité a montré que la filière faisait feu de tout bois. Par exemple sur l'acceptabilité de l'exploitation forestière en engageant des démarches de concertation avec les élus ; sur le bois énergie avec la mise en place d'un observatoire

bois-bûche ; sur la construction avec le lancement de la première manifestation « Habiter bois ». Des exemples parmi de nombreuses actions.
Pôle de compétitivité
Le président Gilbert a par ailleurs annoncé la mise en place d'une commission innovation au sein de Fibois. Elle fait écho à la labellisation du pôle de compétitivité « Xylofutur » sur la région Auvergne-Rhône-Alpes. Son directeur, Marc Vincent, est venu présenter la philosophie et l'organisation de cette structure née en 2005. Elle vise à faciliter le développement de l'innovation de la filière « dans son ensemble : forêt, bois, papier, chimie, avec trois domaines stratégiques : gestion et exploitation des forêts cultivées, produits issus de bois massif et produits issus de fibres et de la chimie verte. » Depuis sa création, « Xylofutur » a labellisé 225 projets. « Nous sommes au cœur des enjeux socio-économiques et environnementaux avec des thématiques transversales de la bioéconomie et du bas carbone », a renchéri Marc Vincent. L'antenne Auvergne-Rhône-Alpes du pôle de compétitivité va démarrer son activité dès juillet.
Signature prochaine du contrat

régional de filière
L'interprofession a mené de décembre à mars une large concertation des entreprises et partenaires afin d'élaborer son contrat stratégique de filière. Les propositions de 200 professionnels ont été examinées et regroupées en sept actions. Le développement des marchés du bois sera la priorité. Il s'intègre aux ambitions nationales en matière de biodiversité et de transition énergétique. « Nous continuerons à dérouler la pédagogie de la récolte forestière de sorte que les citoyens et leurs représentants entendent que la récolte fait partie d'une gestion durable de la forêt, que le développement des marchés bois construction et combustibles participent à la lutte contre le réchauffement climatique », a justifié le président Gilbert. La filière devra surmonter un autre défi : recruter de la main-d'œuvre, « le problème numéro un » actuellement. Les études montrent que 95 % des scieurs, la moitié des menuisiers charpentiers ont du mal à recruter, sans parler des entreprises de travaux forestiers souvent contraintes de faire appel à du personnel détaché. Les adhérents étaient ainsi conviés à assister à une conférence sur le management de la nouvelle génération. Histoire de



montrer qu'il est encore possible de motiver et de fidéliser les jeunes et que le fossé inter générationnel n'est pas infranchissable. Sans aucun doute, pour répondre à cet objectif, des actions seront inscrites dans le contrat de filière. Il sera signé avec l'État et la Région le 11 septembre prochain a annoncé le Draaf, Michel Sinoir. n ■

FILIERE BOIS / Fibois Auvergne-Rhône-Alpes a tenu mardi 18 juin son assemblée générale aux Foréziennes à Montrond-les-Bains (Loire), dans un beau bâtiment ossature bois. L'occasion de dresser le premier bilan des activités de l'interprofession fusionnée à l'échelle de la nouvelle région.

“ Le développement des marchés du bois, une priorité ”

« **L**es équipes ont été opérationnelles dès les premiers jours de 2018 », s'est félicité Jean Gilbert. La fusion de Fibra et d'Auvergne Promobois en une seule structure – de 600 entreprises adhérentes – se révèle une pleine réussite pour le président de **Fibois Auvergne-Rhône-Alpes**. « Et pour plus de lisibilité, les interprofessions ont toutes adopté le nom de Fibois et la même charte graphique », précise-t-il. Pour autant, l'objectif de la fusion n'est pas de centraliser. « Il était important pour nous de conserver une animation de proximité au plus proche des entreprises et des territoires. Afin d'apporter des services équivalents, nous avons renforcé le pôle de Lempdes et initié des comités territoriaux ». Cette réorganisation administrative est au service d'une stratégie : le meilleur accompagnement des acteurs de la filière, de l'amont à l'aval. Le rapport d'activité a montré que la filière faisait feu de tout bois. Par exemple sur l'acceptabilité de l'exploitation forestière en engageant des démarches de concertation avec les élus ; sur le bois énergie avec la mise en place d'un observatoire bois-bûche ; sur la construction avec le lancement de la première manifestation « **Habiter bois** ». Des exemples parmi de nombreuses actions.

Pôle de compétitivité

Le président Gilbert a par ailleurs annoncé la mise en place d'une commission innovation au sein de Fibois. Elle fait écho à la labellisation du pôle de compétitivité « **Xylofutur** » sur la région

Auvergne-Rhône-Alpes. Son directeur, Marc Vincent, est venu présenter la philosophie et l'organisation de cette structure née en 2005. Elle vise à faciliter le développement de l'innovation de la filière « dans son ensemble : forêt, bois, papier, chimie, avec trois domaines stratégiques : gestion et exploitation des forêts cultivées, produits issus de bois massif et produits issus de fibres et de la chimie verte. » Depuis sa création, « **Xylofutur** » a labellisé 225 projets. « Nous sommes au cœur des enjeux socio-économiques et environnementaux avec des thématiques transversales de la bioéconomie et du bas carbone », a renchéri Marc Vincent. L'antenne Auvergne-Rhône-Alpes du pôle de compétitivité va démarrer son activité dès juillet.

Signature prochaine du contrat régional de filière

L'interprofession a mené de décembre à mars une large concertation des entreprises et partenaires afin d'élaborer son contrat stratégique de filière. Les propositions de 200 professionnels ont été examinées et regroupées en sept actions. Le développement des marchés du bois sera la priorité. Il s'intègre aux ambitions nationales en matière de biodiversité et de transition énergétique. « Nous continuerons à dérouler la pédagogie de la récolte forestière de sorte que les citoyens et leurs représentants entendent que la récolte fait partie d'une gestion durable de la forêt, que le développement des marchés bois construction et combustibles participent à la lutte contre le réchauffement



Jean Gilbert, président de **Fibois**
Aura.

climatique », a justifié le président Gilbert. La filière devra surmonter un autre défi : recruter de la main-d'œuvre, « le problème numéro un » actuellement. Les études montrent que 95 % des scieurs, la moitié des menuisiers charpentiers ont du mal à recruter, sans parler des entreprises de travaux forestiers souvent contraintes de faire appel à du personnel détaché. Les adhérents étaient ainsi conviés à assister à une conférence sur le management de la nouvelle génération. Histoire de montrer qu'il est encore possible de motiver et de fidéliser les jeunes et que le fossé inter-générationnel n'est pas infranchissable. Sans aucun doute, pour répondre à cet objectif, des actions seront inscrites dans le contrat de filière. Il sera signé avec l'État et la Région le 11 septembre prochain a annoncé le Draaf, Michel Sinoir. ■

DB

FILIERE BOIS / Fibois Auvergne-Rhône-Alpes a tenu mardi 18 juin son assemblée générale aux Foréziennes à Montrond-les-Bains (Loire), dans un beau bâtiment ossature bois. L'occasion de dresser le premier bilan des activités de l'interprofession fusionnée à l'échelle de la nouvelle région.

“ Le développement des marchés du bois, une priorité ”

« **L**es équipes ont été opérationnelles dès les premiers jours de 2018 », s'est félicité Jean Gilbert. La fusion de Fibra et d'Auvergne Promobois en une seule structure – de 600 entreprises adhérentes – se révèle une pleine réussite pour le président de **Fibois Auvergne-Rhône-Alpes**. « Et pour plus de lisibilité, les interprofessions ont toutes adopté le nom de Fibois et la même charte graphique », précise-t-il. Pour autant, l'objectif de la fusion n'est pas de centraliser. « Il était important pour nous de conserver une animation de proximité au plus proche des entreprises et des territoires. Afin d'apporter des services équivalents, nous avons renforcé le pôle de Lempdes et initié des comités territoriaux ». Cette réorganisation administrative est au service d'une stratégie : le meilleur accompagnement des acteurs de la filière, de l'amont à l'aval. Le rapport d'activité a montré que la filière faisait feu de tout bois. Par exemple sur l'acceptabilité de l'exploitation forestière en engageant des démarches de concertation avec les élus ; sur le bois énergie avec la mise en place d'un observatoire bois-bûche ; sur la construction avec le lancement de la première manifestation « **Habiter bois** ». Des exemples parmi de nombreuses actions.

Pôle de compétitivité

Le président Gilbert a par ailleurs annoncé la mise en place d'une commission innovation au sein de Fibois. Elle fait écho à la labellisation du pôle de compétitivité « **Xylofutur** » sur la région

Auvergne-Rhône-Alpes. Son directeur, Marc Vincent, est venu présenter la philosophie et l'organisation de cette structure née en 2005. Elle vise à faciliter le développement de l'innovation de la filière « dans son ensemble : forêt, bois, papier, chimie, avec trois domaines stratégiques : gestion et exploitation des forêts cultivées, produits issus de bois massif et produits issus de fibres et de la chimie verte. » Depuis sa création, « **Xylofutur** » a labellisé 225 projets. « Nous sommes au cœur des enjeux socio-économiques et environnementaux avec des thématiques transversales de la bioéconomie et du bas carbone », a renchéri Marc Vincent. L'antenne Auvergne-Rhône-Alpes du pôle de compétitivité va démarrer son activité dès juillet.

Signature prochaine du contrat régional de filière

L'interprofession a mené de décembre à mars une large concertation des entreprises et partenaires afin d'élaborer son contrat stratégique de filière. Les propositions de 200 professionnels ont été examinées et regroupées en sept actions. Le développement des marchés du bois sera la priorité. Il s'intègre aux ambitions nationales en matière de biodiversité et de transition énergétique. « Nous continuerons à dérouler la pédagogie de la récolte forestière de sorte que les citoyens et leurs représentants entendent que la récolte fait partie d'une gestion durable de la forêt, que le développement des marchés bois construction et combustibles participent à la lutte contre le réchauffement



Jean Gilbert, président de Fibois
Aura.

climatique », a justifié le président Gilbert. La filière devra surmonter un autre défi : recruter de la main-d'œuvre, « le problème numéro un » actuellement. Les études montrent que 95 % des scieurs, la moitié des menuisiers charpentiers ont du mal à recruter, sans parler des entreprises de travaux forestiers souvent contraintes de faire appel à du personnel détaché. Les adhérents étaient ainsi conviés à assister à une conférence sur le management de la nouvelle génération. Histoire de montrer qu'il est encore possible de motiver et de fidéliser les jeunes et que le fossé inter-générationnel n'est pas infranchissable. Sans aucun doute, pour répondre à cet objectif, des actions seront inscrites dans le contrat de filière. Il sera signé avec l'État et la Région le 11 septembre prochain a annoncé le Draaf, Michel Sinoir. ■

DB

FILIERE BOIS / Fibois Auvergne-Rhône-Alpes a tenu mardi 18 juin son assemblée générale aux Foréziales à Montrond-les-Bains (Loire), dans un beau bâtiment ossature bois. L'occasion de dresser le premier bilan des activités de l'interprofession fusionnée à l'échelle de la nouvelle région.

« Le développement des marchés du bois, une priorité »

« Les équipes ont été opérationnelles dès les premiers jours de 2018 », s'est félicité Jean Gilbert. La fusion de Fibra et d'Auvergne Promobois en une seule structure - de 600 entreprises adhérentes - se révèle une pleine réussite pour le président de **Fibois Auvergne-Rhône-Alpes**. « Et pour plus de lisibilité, les interprofessions ont toutes adopté le nom de Fibois et la même charte graphique », précise-t-il. Pour autant, l'objectif de la fusion n'est pas de centraliser. « Il était important pour nous de conserver une animation de proximité au plus proche des entreprises et des territoires. Afin d'apporter des services équivalents, nous avons renforcé le pôle de Lempdes et initié des comités territoriaux ». Cette réorganisation administrative est au service d'une stratégie : le meilleur accompagnement des acteurs de la filière, de l'amont à l'aval. Le rapport d'activité a montré que la filière faisait feu de tout bois. Par exemple sur l'acceptabilité de l'exploitation forestière en engageant des démarches de concertation avec les élus ; sur le bois énergie avec la mise en place d'un observatoire bois-bûche ; sur la construction avec le lancement de la première manifestation « **Habiter bois** ». Des exemples parmi de nombreuses actions.

Pôle de compétitivité

Le président Gilbert a par ailleurs annoncé la mise en place d'une commission innovation au sein de Fibois. Elle fait écho à la labellisation du pôle de compétitivité « **Xylofutur** » sur la région

Auvergne-Rhône-Alpes. Son directeur, Marc Vincent, est venu présenter la philosophie et l'organisation de cette structure née en 2005. Elle vise à faciliter le développement de l'innovation de la filière « dans son ensemble : forêt, bois, papier, chimie, avec trois domaines stratégiques : gestion et exploitation des forêts cultivées, produits issus de bois massif et produits issus de fibres et de la chimie verte. » Depuis sa création, « **Xylofutur** » a labellisé 225 projets. « Nous sommes au cœur des enjeux socio-économiques et environnementaux avec des thématiques transversales de la bioéconomie et du bas carbone », a renchéri Marc Vincent. L'antenne Auvergne-Rhône-Alpes du pôle de compétitivité va démarrer son activité dès juillet.

Signature prochaine du contrat régional de filière

L'interprofession a mené de décembre à mars une large concertation des entreprises et partenaires afin d'élaborer son contrat stratégique de filière. Les propositions de 200 professionnels ont été examinées et regroupées en sept actions. Le développement des marchés du bois sera la priorité. Il s'intègre aux ambitions nationales en matière de biodiversité et de transition énergétique. « Nous continuerons à dérouler la pédagogie de la récolte forestière de sorte que les citoyens et leurs représentants entendent que la récolte fait partie d'une gestion durable de la forêt, que le développement des marchés bois construction et combustibles parti-



Jean Gilbert, président de Fibois Aura.

cipent à la lutte contre le réchauffement climatique », a justifié le président Gilbert. La filière devra surmonter un autre défi : recruter de la main-d'œuvre, « le problème numéro un » actuellement. Les études montrent que 95 % des scieurs, la moitié des menuisiers charpentiers ont du mal à recruter, sans parler des entreprises de travaux forestiers souvent contraintes de faire appel à du personnel détaché. Les adhérents étaient ainsi conviés à assister à une conférence sur le management de la nouvelle génération. Histoire de montrer qu'il est encore possible de motiver et de fidéliser les jeunes et que le fossé inter-générationnel n'est pas infranchissable. Sans aucun doute, pour répondre à cet objectif, des actions seront inscrites dans le contrat de filière. Il sera signé avec l'État et la Région le 11 septembre prochain a annoncé le Draaf, Michel Sinoir. ■

DB



Auvergne-Rhône-Alpes

Fibois Aura :

la signature du contrat de filière régionale en point de mire

Fibois Auvergne-Rhône-Alpes (Aura) organisait son assemblée générale le 18 juin aux Forézielles de Montrond-les-Bains, dans la Loire. Cette demi-journée consacrée à l'année 2018 venait clore le premier

exercice de l'interprofession née de la fusion d'Auvergne Promobois et de Fibra. *«Préparé depuis 2016, ce rapprochement entre les deux structures, voté en 2017, s'est opéré rapidement et a permis aux équipes de Lempdes et de Lyon d'être opérationnelles dès les premiers jours de janvier 2018»,* soulignait le président de Fibois Aura Jean Gilbert. La présentation des principales actions d'accompagnement conduites auprès des acteurs économiques régionaux par les chargés de missions des différents pôles de Fibois Aura permettait de mesurer tout le dynamisme de l'interprofession au travers de quelques exemples récents : lancement en octobre dernier des journées *«Habiter bois»* à destination des particuliers ; actions en faveur du développement de l'attractivité des métiers, de l'acceptabilité des activités de l'exploitation forestière, du sciage des gros et très gros bois, de la valorisation du sapin pectiné ; ou encore réalisation d'une enquête dans le cadre d'un observatoire dédié au bois-énergie avec publication ce mois-ci de données sur le marché du bois-bûches en Auvergne-Rhône-Alpes. *«Nous venons de mettre en place la commission innovation et de rassembler toutes les structures de recherche pour en faire la promotion»,* précisait Jean Gilbert. *«La labellisation récente du pôle de compétitivité Xylofutur sur la région Auvergne-Rhône-Alpes, avec lequel nous sommes engagés, devrait nous faciliter la tâche pour les années à venir dans ce domaine.»* Pour l'occasion, Marc Vincent, directeur de Xylofutur, était venu présenter le fonctionnement de la structure et donner le coup d'envoi de cette nouvelle collaboration à l'échelle régionale avec Fibois Aura, matérialisée dans les prochaines semaines par l'ouverture d'une antenne du pôle de compétitivité dans l'Ain. En conclusion, le président de l'interprofession rappelait les enjeux des travaux effectués autour du contrat régional de filière forêt-bois. *«L'élaboration du contrat régional de filière, qui a démarré en novembre 2018, nous a permis d'aller à la rencontre des entreprises dans tous les départements et d'entendre leurs besoins»,* expliquait Jean Gilbert. *«Les actions 2019, et a fortiori le programme 2020, ont d'ores et déjà été orientés pour encore mieux y répondre.»* Prochain temps fort au planning de Fibois Aura, la signature de ce contrat de filière régional aura lieu le 11 septembre prochain.